Conseil Général
1427 BONVILLARS

Bonvillars, le 10 juin 2019

Aux membres du Conseil Général
de Bonvillars

Les membres du Conseil Général de Bonvillars sont convoqués pour une séance

le lundi 24 juin 2019
à 20h00, salle de la Cour

Ordre du jour :

1. Assermentation de nouveaux membres
2. Adoption du procès-verbal de la séance du 17.12.2018
3. Communications du bureau du Conseil
4. Communications municipales
5. Information des délégués dans les associations intercommunales
6. Gestion 2018 - Rapport de la commission de gestion
7. Préavis 2/2019 - Comptes 2018, rapport de la commission des finances
8. Préavis 1/2019 - Règlement du cimetière et tarif des inhumations – rapport de la commission
9. Préavis 3/2019 – Demande de crédit, rapport de la commission des finances
10. Préavis 4/2019 – Vente de terrain, rapport de la commission des finances
11. Préavis 5/2019 – Arrêté d'imposition 2020/2021 rapport de la commission des finances
12. Nomination Président et Vice-président
13. Nomination Bureau
14. Nomination commission des finances et commission de gestion
13. Motions, interpellations, questions.

Le Président

Observations

1) Les documents pour cette séance seront mis à disposition des conseillers sur le site Internet de la Commune de Bonvillars.
   Ci-dessous la procédure d'accès à ces documents :
   - cliquer sur le mot « intranet » à droite en haut de l'écran d'accueil
   - identifiant = conseil
   - mot de passe = **BL48DV**
2) Les conseillers qui ne disposent pas d'accès Internet peuvent demander une copie papier de ces documents au no de tél. 024 436 16 75 et cela avant le jeudi 20.06.2019

CONSEIL GENERAL DE BONVILLARS

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 17 DECEMBRE 2018

ORDRE DU JOUR

1. Adoption du procès-verbal de la séance du 05.11.2018
2. Assermentation
3. Communications du bureau du Conseil
4. Communications de la Municipalité
5. Préavis municipal no 6/2018 : demande de crédit pour participation à la société du centre sportif régional du collège de Grandson
6. Préavis municipal no 7/2018 : adoption du règlement communal de distribution de l'eau, rapport de la commission
7. Nomination d'un suppléant à la commission de gestion
8. Motions, interpellations, questions

Le président, Edouard Duvoisin, déclare l'assemblée ouverte à 20h00. Le quorum est atteint, l'assemblée compte 39 conseillers, et peut délibérer valablement.

Ordre du jour

Aucune modification n'est demandée, il sera suivi tel que présenté.

1. **Adoption du procès-verbal du 05.11.2018**

Avec une abstention, le procès-verbal est accepté sans modification. Le président remercie la secrétaire pour son travail.

2. **Assermentation**

Arnaud Bloesch est assermenté.

3. **Communications du bureau du conseil**

Edouard Duvoisin lit le mail de démission de Pascal Rais. Il précise que la liste des conseillers est disponible sur le site communal. Il demande aux conseillers de communiquer leur adresse mail et leur numéro de téléphone, si cela n'est pas encore fait, pour faciliter le travail du bureau.

4. **Communication de la Municipalité**

Christiane Gri :

- Les travaux prévus aux Vuillerens sont terminés. Ils éviteront les ruissellements d'eau importants comme ceux du début de l'année.
- Les travaux à la rue du Tertre sont terminés, et ceci sans dépassement de budget.
- Les travaux de la Croix-des-Terreaux ont pris du retard, l'entreprise Fantoli préférant terminer les travaux sur les hauts d'abord.
- Une place d'arrêt de bus conforme est prévue pour le milieu du village.
- Le PGA avance, des détails seront donnés dès que possible.

Frédéric Piguet :

- La société de jeunesse a laissé les décorations de leur fête villageoise pour le conseil, ce dont il les remercie.
- Remerciements aussi à Christiane Gri pour la décoration des tables.
- La boursière prendra les coordonnées bancaires de chaque conseiller afin de verser les jetons de présence.
- Chaque conseiller est invité à rester à la fin de la séance pour la traditionnelle collation. Chacun recevra deux bouteilles de vin, la récolte ayant été particulièrement bonne cette année.
- Une trêve semble s'établir autour du poulailler Banderet. Un arrangement se discute entre opposants et propriétaire.
- Lors de la séance de l'ASIGE, en présence des deux délégués du conseil, nous avons senti que Champagne prenait la température pour son nouveau collège.
- Voilà un an cet automne que la famille de réfugiés Mirak est à Bonvillars, plusieurs essais, ainsi que différentes rencontres avec l'EVAM, n'ont pas abouti à faire travailler M. Mirak. Dans leur pays, ce sont les femmes qui travaillent ! Le syndic a demandé aux conseillers leur aide pour faire comprendre à cette famille que leur intégration au sein du village serait plus facile si elle acceptait de participer.

5. **Préavis municipal no 6/2018 : demande de crédit pour participation à la société du centre sportif régional du collège de Grandson**

Richard Ayala, rapporteur de la commission des finances, lit le rapport. La discussion est ouverte.

Frédéric Piguet : précise qu'il n'y a toujours pas de réfectoire à Grandson. Le projet en prévoit un, ainsi que trois salles triples. Ce projet ne péjore pas le site de Bonvillars, car il concerne le secondaire.
Libero Zuppiroli : souhaiterait des renseignements au sujet des charges maximales par année de frs 35'000.-.
Yves Ruchti : trouve que le montant de 17 millions pour trois salles de gym est un peu excessif !

Frédéric Piguet : notre commune n'achètera pas plus de 44 actions, Grandson assumera pour les communes qui n'entreront pas dans la SA. Comme nous avons l'argent, il est bien qu'on soit une commune actionnaire.
Véronique Meusy : le conseil communal de Concise a trouvé le projet beaucoup trop luxueux, avec notamment la salle de fitness. Ces salles de gym, non associées au projet de Champagne alors si près géographiquement, étonnent.
Frédéric Piguet : Champagne prévoit de créer deux salles de gymnastique. Le projet de Grandson n'est pas luxueux, car il a déjà été revu à la baisse.
Victor Fernandes : il n'y a pas que des salles de gym, il y a aussi le réfectoire et une ou deux classes supplémentaires.
Yves Ruchti : pourquoi faire trois salles de gym ?
Claire Javet : la vieille salle de gym sera transformée en bibliothèque, Grandson est le seul collège du canton qui ne peut pas prêter de livres à ses élèves ! Sinon, le site de Grandson est déficitaire au niveau des salles de gym, les élèves ne peuvent pas avoir le nombre de leçons de gym prévues par la loi.
Frédéric Piguet : La prévision du budget de fonctionnement de la SA se monte à frs 800'000.-.
Claire Javet : il est important de prendre en compte le réfectoire, les élèves mangent tous au minimum une fois par semaine à l'école, car il y a des heures de cours sur la pause de midi.
Jean-Frédéric Leuenberger : pourquoi la construction de la piscine n'est-elle pas déjà inclue dans le projet ? Et où se trouveront les locaux du CMS ?
Frédéric Leuenberger : le coût des fouilles a été payé par Grandson. La piscine est prévue sur les plans, mais elle viendra plus tard. Je ne sais pas pour le CMS.
Jean-Michel Jaquier : quand Champagne viendra avec son projet, on devra aussi financer ?
Frédéric Piguet : on ne sait rien pour l'instant, mais le propriétaire du terrain ne l'a pas encore vendu à la commune. Chaque commune finance le secteur primaire, contrairement au secondaire où le financement est régionalisé.
Jean-Frédéric Leuenberger : les options ont déjà été prises qu'on paie ou pas. La piscine, on devra la faire, la centrale de chauffe aussi, pourquoi on ne fait pas tout en même temps ?
Frédéric Piguet : C'est positif d'être une commune fondatrice, de toutes façons on devra les payer ces montants, et sur un budget de 17 millions, on ne paie que frs 44'000.-.
Jean-Frédéric Leuenberger : la suite du projet devrait déjà être en place et on devrait pouvoir prendre part à la décision pour la deuxième tranche.
Frédéric Piguet : si on refuse d'entrer dans la SA, on ne va pas nous contacter pour nous demander notre avis.

La discussion n'étant plus demandée, le préavis 6/2018 est voté. Il est accepté par 26 conseillers, avec 11 abstentions et un avis contraire.

6. **<u>Préavis municipal no 7/2018 : adoption du règlement communal de distribution de l'eau, rapport de la commission</u>**

Bruno Boudier, rapporteur de la commission ad-hoc, lit le rapport. La discussion est ouverte :

Marc Dechêne : comment a-t-on établi les coûts ?
François Jaquier : on s'est fixé sur le prix de l'ACRG et par rapport à l'état des conduites et de leur longueur.
Yves Ruchti : Passer de frs 0,80 ct à frs 1,20, ça va faire cher l'eau !
Frédéric Piguet : Les tarifs ont été contrôlés. Il y avait deux avis divergents au sein de la Municipalité : les biens de la commune et le respect de l'eau. C'est un poste au service industriel qui devrait s'équilibrer seul, et ce n'est pas le cas. Bonvillars a un très grand réseau et souvent des fuites dans les hauts de la commune. Le coût de la remise en état des conduites portent un impact sur le coût de l'eau.
Marc Dechêne : j'ai l'impression que vous avez fixé un prix par hasard, il y a la possibilité de faire des calculs très précis.
Frédéric Piguet : *ACRG, 5 municipaux ?* Si on refait le captage, cela coûtera très cher à la commune.
Marc Dechêne : je crains que les prix fixés soient trop bas.
Frédéric Piguet : on pourrait monter plus haut, la fixation du tarif est de compétence municipale, vous devez voter sur le règlement.
Philippe Corthésy : ces prix sont justes, je les avais calculés lors de l'établissement du plan directeur sur l'eau.

La discussion n'étant plus demandée, le préavis municipal no 7/2018 est voté. Il est accepté à la majorité par 33 voix pour, aucun refus et quatre abstentions.

7. Nomination d'un suppléant à la commission de gestion

Bruno Boudier se propose, il est élu à l'unanimité.

8. Motions, interpellations, questions

Richard Ayala : la décharge prévue sur le territoire de la commune de Grandson, entre la ferme Forestier et la ferme Gonin, occupera une superficie équivalente à 56 terrains de football et récoltera 5,8 millions de m3 de déchets de type D et E sur une période de 30 ans et sera à ciel ouvert, fonctionnant 220 jours par an. Notre région a une certaine notoriété avec son vignoble, ses truffes, cela ne va pas lui faire du bien. Je pose une motion afin que la Municipalité s'oppose à ce projet.
Frédéric Piguet : nous avons reçu un mail de l'ACRG. Cette association de communes mettra la pression par rapport à la nappe phréatique et aux puits d'Onnens. Pour s'opposer, il faut avoir des arguments valables. La problématique de l'eau relevée par l'ACRG est un argument percutant, mais en tant qu'habitant de Bonvillars, quels sont nos arguments valables ?
Richard Ayala : « Arnon décharge » est le lien internet sur lequel on peut trouver des arguments.
Christiane Gri : c'est par voie de presse que l'on a appris le projet de cette décharge.
Frédéric Piguet : le conseil communal de Champagne a demandé à la Municipalité de s'opposer à ce projet alors que celle-ci l'avait accepté auparavant.
Yves Ruchti : les prévisions sont de 75 camions par jour, soit 150 trajets !
Frédéric Piguet : la Municipalité enverra une lettre d'opposition.

Jean-Frédéric Leuenberger : Champagne n'était pourtant pas dans les premiers sites retenus.
Marc Dechêne : un inventaire a été fait de tous les sites, il y en a 4 ou 5 possibles et 3 ou 4 sont prioritaires, mais il n'y en a pas un en premier. Le site de Daillens est déjà creusé et se trouve aussi à côté de la voix de chemin de fer, il serait plus logique de remplir là-bas, c'est un site plus idéal que celui de Champagne.
Claude Bally : ce ne sera vraiment pas une bonne carte de visite touristique pour la Vallée de l'Arnon et sa région.
Jean-Michel Jaquier : cette décharge est prévue ici parce qu'elle est à une sortie d'autoroute.

La parole n'étant plus demandée, Frédéric Piguet souhaite à tous de belles fêtes de fin d'année.

Edouard Duvoisin remercie les membres du Conseil.

Après le contre-appel, l'assemblée est levée à 21h25.

Le Président : La secrétaire :

COMMUNE
DE
BONVILLARS

Au Conseil général de la commune de
1427 Bonvillars

MUNICIPALITE – RAPPORT DE GESTION

Au 31 décembre 2017, la population était de 494 habitants.

Au 31 décembre 2018, elle est de 504 habitants.

La Municipalité s'est réunie 36 fois en séance hebdomadaire.

Elle a délivré 4 permis de construire et 5 permis d'habiter/d'utiliser.

L'assemblée des communes vaudoises a eu lieu à Bavois.

Vignoble

Vendanges 2018	Chasselas sélection	8'856 kg	avec une moyenne de 84°
	Chasselas cat II	27'930 kg	avec une moyenne de 80°
	Gamay	6'164 kg	avec une moyenne de 103°
	Garanoir	4'126 kg	avec une moyenne de 102°

En fin d'été, le vignoble communal a reçu, après inspection, le certificat Vitiplus. Pour obtenir ce résultat, l'exploitant doit s'engager à :

- participer à deux demi-journées de formation sur l'année ;
- diminuer l'usage des produits phytosanitaires (contrôle du pulvérisateur et de la quantité d'eau utilisée pour les traitements) ;
- choisir des compensations écologiques (la bordure herbeuse située entre le terrain de foot et la route de la Cour n'a été fauchée qu'à la fin de l'été).

Une partie du domaine viticole a été sélectionnée par la CVB et contrôlée par la Commission des Vignes.

Le raisin produit est payé davantage, en fonction de la qualité :

- Chasselas sélection : 9'100 m2 ;
- Gamay sélection rosé : 5'000 m2.

Révision du plan général d'affectation et du règlement :

Durant l'année écoulée, l'effort de la Municipalité a porté sur le nouveau PGA. Pendant 11 séances, l'exécutif a planché sur le projet de plan et sur celui du règlement. Par deux fois, la commission d'urbanisme, nommée par le Conseil général, a été invitée à se joindre aux mandataires du Bureau Jaquier-Pointet et à la Municipalité.

Actuellement, le projet est soumis aux différents service de l'Etat pour l'examen préliminaire.

Collège

Lustrage des sols de l'ensemble des salles de classe et nettoyage complet des vitres.

Appartement la Cour

Remplacement du chauffe-eau à la suite d'une fuite de l'ancien.

Ancienne Poste

Dépannage d'un évier bouché qui a conduit à divers travaux de réparation de carrelage et de peinture.

Grande Salle

Remplacement de l'aspirateur et de la machine à laver le sol. Divers travaux de menuiserie dont la pose d'un panneau en dessus du passage entre la cuisine et la salle. Nettoyage complet des vitres.

Local des sociétés

Finition des travaux dans le hall, afin d'aménager un emplacement pour le club de football.

Forêts

L'année 2018 a permis de réaliser quatre coupes d'exploitation pour 1427 sylves martelées. Le volume est nettement inférieur à la possibilité annuelle, en lien avec la problématique de l'écoulement des bois. Le chantier sur le secteur de La Vaux a notamment permis d'enrayer la propagation du bostryche. Malgré cela le taux de reconnaissance s'est élevé à 87% contre 82% l'an dernier. Deux chantiers de plantations ont été réalisés, incluant la préparation du terrain, sur une surface d'environ 2 hectares. Enfin, trois surfaces, pour un total d'environ 3 ha, ont fait l'objet de soins culturaux (rajeunissement naturel, éclaircie de perchis et entretien de chênaie au Devens).

Routes

Les travaux prévus sur la route du Tertre sont terminés sans dépassement du budget.

Aux Vuillerens des travaux pour éviter toutes inondations à la hauteur de la maison de M. Hentsch jusqu'aux champs de M. Roulet ont été entrepris : drainage, renforcement des côtés sur certains tronçons, remplacement d'une plaque de béton avec passage de l'eau en dessous de la route AF.

Pour des raisons pratiques les travaux prévus à la route de la Croix des Terreaux se feront ce printemps.

Divers

Les bancs de la place de jeux ont été remis à neuf, d'autres suivront.

Service des eaux

Un curage du captage de l'Etang a été effectué par l'entreprise Cand-Landi et M. Fernandes, employé communal.

Lors des travaux de la route du Tertre le bouclage de l'alimentation en eau potable entre la propriété de MM. Edouard, Jean-Pierre et Rémy Duvoisin et celle de M. Gilles Duvoisin a été effectué. La conduite des eaux claires a été changée.

Service du Feu

Lors des travaux de la route du Tertre 2 hydrantes ont été installées.

STEP

Le moteur du réducteur de la vis a dû être changé.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic — La Secrétaire

Frédéric Piguet — Nathalie Ryser

MUNICIPALITE DE BONVILLARS

Bonvillars, le 12 mars 2019

Conseil Général de la Commune de Bonvillars
Rapport de la commission de gestion sur le rapport de gestion 2018

Rapport de gestion 2018

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

La Commission de gestion, formée de Madame Rose-Marie Duvoisin, Monsieur Claude Bally suppléant à Antoine Duvoisin et de Madame Catherine Rome, rapporteur, s'est réunie le 8 avril 2019 à la Maison de Commune en présence de la Municipalité et du Syndic. Cette première rencontre a permis à la commission de poser de nombreuses questions relatives au rapport de Gestion. La Commission les remercie pour les précisions données.

La Commission a souhaité procéder aux visites suivantes qui ont eu lieu le lundi 13 mai 2019 :

- Rue du Tertre – Cimetière
- Forêts : Plantations
- Vignes : Plantations
- La Cour : Grande salle - local des sociétés – captage derrière l'étang

La visite s'est terminée par un apéritif dinatoire dans le caveau de la Cour.

Vignes

Pour mieux comprendre ces résultats, en 2018 les parcelles en « Chasselas sélection » avaient droit à 900 g de raisin par mètre, par contre celles en « Chasselas catégorie II » avaient droit à 1,5 kg de raisin par mètre.

Vitiplus, est une association vaudoise de formation continue et de conseil en viticulture. Elle a pour buts:

- *d'organiser la formation continue des viticulteurs vaudois ;*
- *de gérer le certificat Vitiswiss pour la production de raisin et le label Vinatura pour le vin, tous deux garants d'une production respectant l'environnement ;*
- *de conseiller les viticulteurs pour la gestion économique et technique de leur exploitation.*

http://www.vitiplus.ch/sites.asp?siteid=vitiplus

Afin de seconder Monsieur Fernandez, la Municipalité fait régulièrement appel à du personnel supplémentaire pour le travail dans les vignes.

Plan général d'affectation

Le PGA est un travail conséquent qui mettra certainement encore un à deux ans pour aboutir.

Routes

La commission a pu constater la bienfacture des travaux de la rue du Tertre. La pose de lampadaires a permis de sécuriser cette zone.

Grande salle

Nous constatons à nouveau la vétusté des installations et prenons conscience qu'une certaine urgence se fait sentir notamment pour le chauffage et la cuisine.

Les travaux effectués dans le hall du local des sociétés ont permis de bien délimiter les espaces entre chaque utilisateur.

Cimetière

Nous sommes soulagés de savoir que la désaffection partielle du nord-est du cimetière se fera prochainement. Le cadre est magnifique, mais l'entretien général du cimetière mériterait d'être plus soutenu.

Forêt

Nous sommes allés visiter deux plantations, une de mélèzes et l'autre de tilleuls et de mélèzes mélangés. Ces deux essences semblent s'adapter dans nos forêts. La Municipalité dépend en grande partie des choix du garde forestier et du marché du bois.

Service des eaux

La Commission de gestion 2017 avait effectué une visite du captage derrière l'étang et avait constaté un fort ensablement. Nous avons pu vérifier lors de notre récent passage que le curage a été effectué avec satisfaction.

Le rapport de la Municipalité fait référence au raccordement en eau potable au niveau de la rue du Tertre, mais celui-ci a eu lieu plus haut à la rue des Fontaines.

Conclusion

Au vu de ce qui précède, la Commission propose au Conseil d'accepter le rapport de gestion du 12 mars 2019 tel que présenté.

Fait à Bonvillars, le 20 mai 2019

Rose-Marie Duvoisin

Claude Bally

Catherine Rome
Rapporteure

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 2/2019

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : Frédéric. Piguet / tél. 024 436 13 79

Comptes communaux 2018

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous soumettons à votre approbation les comptes communaux de l'année 2018, vérifiés par la fiduciaire Fiprom le 8 mai 2019 et adoptés par la Municipalité en séance du 27 mai 2019, qui se résument comme suit :

Produits	**CHF 2'318'499.38**
Charges	**CHF 2'323'812.53**
Déficit	**CHF 5'313.15**

Amortissements

Les amortissements légaux comptabilisés s'élèvent à CHF. 125'067.00 (voir tableau annexé).

Investissements

Les investissements se montent à CHF 483'398.85 (selon tableau annexé)

Par rapport au budget adopté par le Conseil général, les principales modifications sont :

Impôt sur le revenu

cp. 210.400.01
Augmentation par rapport à 2017 du produit de l'impôt sur le revenu de CHF. 35'899.71

Impôt sur le bénéfice des personnes morales

cp. 210.401.01
CHF 208'114.85, soit une augmentation de CHF 186'735.40 par rapport à 2017.

Grande salle
cp. 351.311.00
Achat d'une nouvelle machine pour nettoyer le sol et d'un nouveau frigo.

Ancienne poste
cp. 356.314.00
Entretien à la suite d'une inondation due à un écoulement bouché.

Entretien des routes
cp. 430.314.02
Assainissement du chemin des Vuillerens pour CHF 36'946.50.

FAGE
cp. 720.351.01 :
Augmentation du nombre de jeunes enfants fréquentant l'accueil préscolaire et parascolaire, consécutive à l'arrivée de plusieurs familles.

Vu ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre la décision suivante :

Le Conseil général de Bonvillars

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- ayant pris connaissance du préavis municipal no 2/2019
- entendu le rapport de la Commission des finances

Décide :

1. **d'approuver les comptes de la STEP 2018**
2. **d'approuver les comptes communaux de l'année 2018 tels que présentés.**

Nous vous en remercions par avance et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic — La Secrétaire

Frédéric Piguet — Nathalie Ryser

MUNICIPALITÉ DE BONVILLARS

Bonvillars, le 3 juin 2019

Annexes : Comptes et bilan 2018
Tableau des amortissements et des investissements

		Solde au 31.12.2017	Mouvements Augmentation	Mouvements Diminution	Solde au 31.12.2018
1	**Actif**	**3'520'057.25**		**7'606.42**	**3'512'450.83**
10	**Disponibilités**	**426'218.67**		**158'308.52**	**267'910.15**
1000.00	Caisse	587.60		253.60	334.00
1000.01	caisse du contrôle habitant	886.75		290.75	596.00
1010.00	Chèques postaux	108'774.32		75'555.47	33'218.85
1010.03	Fonds en transfert	0.00	180.00		180.00
1010.04	E-Deposito CCP	158'198.95		130'000.00	28'198.95
1020.00	BCV c/c 602.219.0	56'907.95	97'611.30		154'519.25
1020.04	BCV c/c T 5242.66.77 placement	100'863.10		50'000.00	50'863.10
11	**Avoirs**	**420'101.35**	**25'872.22**		**445'973.57**
1150.01	Débiteurs #	110'226.10	33'647.30		143'873.40
1150.03	Débiteurs AFC impôt anticipé	46'332.32		23'163.12	23'169.20
1150.05	Débiteurs Etat de Vaud (PM)	-60'863.11		16'697.02	-77'560.13
1150.06	Débiteurs Etat de Vaud (PP)	217'563.69	38'439.69		256'003.38
1150.07	Débiteurs Etat de Vaud (IS)	5'694.00		4'542.14	1'151.86
1150.08	Débiteurs Etat de Vaud (IA)	41'148.35		1'812.49	39'335.86
1150.10	Compte courant STEP intercommunale	60'000.00			60'000.00
12	**Placements**	**1'028'087.35**		**199'261.22**	**828'826.13**
1200.06	Titres	91'763.00			91'763.00
1200.08	BANQUE RAIFFEISEN,40071.02	266'389.00		265'940.93	448.07
1200.11	BANQUE RAIFFEISEN,40071.28	669'924.30	692.13		670'616.43
1200.13	Raiffeisen, 40071.94	10.05	65'987.58		65'997.63
1230.00	Terrains	1.00			1.00
13	**Transitoire**	**194'749.73**		**34'240.75**	**160'508.98**
1390.00	Actifs transitoires	194'749.73		34'240.75	160'508.98
14	**Investissements**	**1'450'900.15**	**358'331.85**		**1'809'232.00**
1410.01	Trottoir route de Champagne	130'006.10		7'800.00	122'206.10
1410.05	Travaux Riettaz, route	84'000.00		12'000.00	72'000.00
1410.11	Travaux sous les caves de Bonvillars, ch. sur La Vigne	61'230.80		6'000.00	55'230.80
1410.12	Travaux "chemin des Sources"	29'531.10		10'200.00	19'331.10
1410.16	Croix-des-Terreaux	147'399.45		15'600.00	131'799.45
1410.19	Remplacement des collecteurs ruelle de Puits-place du Midi	281'930.10		15'000.00	266'930.10
1410.20	Epuration Champ-de-Ville et Gotallaz	35'099.40		3'500.00	31'599.40
1410.21	Equipement quartier du Pontet.	41'197.20		2'500.00	38'697.20
1410.22	Remplacement tamis STEP	22'334.45		6'600.00	15'734.45
1410.23	Conduite Devens	14'569.20	84'615.35		99'184.55
1410.24	Trottoir Flusel	110'200.00		4'800.00	105'400.00
1410.26	Plan général d'affectation (PGA)	20'023.20	31'149.40		51'172.60
1410.27	PDDE plan Directeur Distribution Eau	30'689.50		5'000.00	25'689.50
1410.29	Midi-Croix-des-Terreaux	15'419.40	8'840.50		24'259.90
1410.30	Rue du Tertre	26'735.35	358'793.60		385'528.95
1430.04	3 ème Classe	93'325.00		18'667.00	74'658.00
1430.10	Etude complexe "La Cour"	221'949.90		8'800.00	213'149.90
1460.02	Achat tracteur vignes Carraro	85'260.00		8'600.00	76'660.00

		Solde au 31.12.2017	Mouvements Augmentation	Mouvements Diminution	Solde au 31.12.2018
2	**Passif**	**3'520'057.25**		**7'606.42**	**3'512'450.83**
20	**Engagements courants**	**187'641.58**	**28'009.73**		**215'651.31**
2000.00	Créanciers divers [	0.00	113'702.97		113'702.97
2000.01	Factures à payer	187'641.58		85'693.24	101'948.34
25	**Passifs transitoires**	**263'077.00**		**30'303.00**	**232'774.00**
2590.00	Passifs transitoires	262'867.00		30'093.00	232'774.00
2590.02	Compte "Attente"	210.00		210.00	0.00
28	**Réserves**	**2'170'692.63**			**2'170'692.63**
2800.01	Fonds service des eaux	31'473.45			31'473.45
2810.00	Fonds de réserve pour assurance grêle	110'000.00			110'000.00
2810.02	Fonds de réserve achat futur	173'000.00			173'000.00
2820.02	Fonds de réserve protection civile	190'502.00			190'502.00
2820.03	Fonds de réserve	1'639'717.18			1'639'717.18
2820.04	Provision pertes sur débiteurs	26'000.00			26'000.00
29	**Fortune nette**	**898'646.04**		**5'313.15**	**893'332.89**
2900.00	Capital]	898'646.04		5'313.15	893'332.89
	Ensemble des actifs	**3'520'057.25**		**7'606.42**	**3'512'450.83**
	Ensemble des passifs	**3'520'057.25**		**7'606.42**	**3'512'450.83**

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2018 Charges	Comptes 2018 Revenus	Budget 2018 Charges	Budget 2018 Revenus	Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus
1	**ADMINISTRATION GENERALE**	**252'900.52**	**58'271.90**	**255'750**	**64'500**	**266'357.44**	**66'761.50**
101	**Conseil général**	**5'012.80**	**0.00**	**5'500**	**0**	**4'925.00**	**0.00**
300.00	Jetons de présence-Commissions-Bureau	4'923.00		4'500		4'845.00	
306.00	Ind.et remboursement de frais	0.00		500		0.00	
310.00	Imprimés et fournitures de bureau	89.80		500		80.00	
102	**Municipalité**	**25'529.40**	**0.00**	**27'100**	**0**	**26'779.15**	**0.00**
300.00	Traitement des municipaux	23'645.80		24'000		25'872.15	
306.00	Ind.et remboursement de frais	1'744.00		3'000		650.00	
309.00	Autres charges	139.60		100		257.00	
110	**Administration**	**210'626.82**	**55'981.40**	**213'350**	**62'500**	**225'000.79**	**64'565.50**
301.00	Traitement du personnel administration	57'144.05		59'000		55'564.95	
301.01	Traitement du personnel exploitation	0.00		0		0.00	
303.00	Assurances sociales	28'285.10		29'000		28'224.40	
304.00	Caisse de retraite	20'026.40		20'500		19'803.40	
305.00	Assurances accident et maladie	12'860.90		11'500		11'879.50	
306.00	Indemnisation et remboursement de frais	1'542.90		1'000		625.00	
309.00	Autres charges	168.90		500		210.70	
310.00	Imprimés et fournitures de bureau	1'874.35		2'500		3'925.00	
310.01	Journaux, annonces off., textes légaux, etc.	4'517.05		5'000		2'674.20	
311.00	Achat mobilier et matériel	0.00		1'000		0.00	
311.01	Maintenance et petit matériel informatique	7'425.45		15'000		22'017.35	
317.00	Réceptions et manifestations	4'354.80		3'500		4'959.00	
318.00	Honoraires et prest. service, assurances	21'836.12		12'000		24'347.49	
318.01	Natel: 079 424.30.63	332.45		750		401.10	
318.04	Frais de poursuites et de rappels	114.20		100		0.00	
319.00	Taxes, cotisations et divers	9'730.40		9'000		10'163.00	
351.00	Part à des charges cantonales	30'615.90		34'000		30'090.00	
352.00	Part à des charges autres comm.	717.85		2'000		867.20	
365.00	Dons, aides et subventions casuels	9'080.00		7'000		9'248.50	
431.00	Emoluments		5'345.60		10'000		5'891.30
434.00	Romande Energie, droit du sol		43'467.70		41'000		46'234.30
435.00	Ventes et prestations de service		6'427.75		6'000		6'997.75
436.00	Remboursement de tiers (APG), ass. div. et AVS		200.35		5'000		5'442.15
465.00	Participations et subventions de tiers		540.00		500		0.00
150	**Affaires culturelles et de loisirs**	**4'702.50**	**0.00**	**4'300**	**0**	**4'207.50**	**0.00**
351.00	Loi sur école de musique LEM	4'702.50		4'300		4'207.50	
160	**Tourisme**	**7'029.00**	**2'290.50**	**5'500**	**2'000**	**5'445.00**	**2'196.00**
352.00	Part Maison des Terroirs	7'029.00		5'500		5'445.00	
406.06	Taxe de séjour résidences secondaires		2'290.50		2'000		2'196.00

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2018 Charges	Comptes 2018 Revenus	Budget 2018 Charges	Budget 2018 Revenus	Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus
2	**FINANCES**	**515'178.64**	**1'575'504.14**	**395'467**	**1'271'900**	**424'298.40**	**1'353'736.91**
210	**Impôts**	**11'694.64**	**1'377'131.44**	**14'000**	**1'082'200**	**9'203.40**	**1'174'986.40**
318.00	Frais de perception des impôts	7'799.19		10'000		7'533.99	
321.00	Intérêts bonifiés impôts	558.48		3'000		595.81	
329.00	Défalcations	3'191.12		500		723.05	
330.00	Défalcations	145.85		500		350.55	
400.01	Impôt sur le revenu		821'543.02		790'000		785'643.31
400.02	Impôt sur la fortune		120'473.71		120'000		120'805.96
400.03	Impôt à la source		3'867.89		8'000		4'440.90
401.01	Impôt sur le bénéfice personnes morales		208'114.85		20'000		21'379.45
401.02	Impôt sur le capital personnes morales		239.30		200		198.45
401.03	Impôt complémentaire sur les immeubles p.m.		15'490.80		5'000		5'013.60
402.00	Impôt foncier		108'679.20		100'000		103'441.80
404.00	Droits de mutation		53'064.45		10'000		100'674.40
405.00	Impôt sur les successions et donations		4'786.30		5'000		0.00
406.01	Impôt sur les chiens		3'054.45		3'500		3'208.35
422.00	Intérêts de retard		5'683.92		500		4'405.33
441.00	Recettes sur les gains immobiliers		22'048.90		10'000		15'155.50
441.01	Impôt des frontaliers		10'084.65		10'000		10'619.35
220	**Finances**	**484'817.00**	**198'372.70**	**362'800**	**189'700**	**396'428.00**	**178'750.51**
352.00	Partic.des communes, péréquation, EtaCom.	484'817.00		362'800		171'051.00	
352.01	Péréquation, décompte année précédente	0.00		0		225'377.00	
422.00	Revenu des capitaux du patrimoine financier		41'093.70		36'000		34'415.51
452.00	Partic.des com.,bouclement cpte rég. Etatcom		154'533.00		153'700		144'335.00
452.01	Péréquation année précédente		2'746.00		0		0.00
230	**Amortissement et réserve non-ventilés**	**18'667.00**	**0.00**	**18'667**	**0**	**18'667.00**	**0.00**
331.00	Amortissement obl. patrim. administratif	18'667.00		18'667		18'667.00	
3	**DOMAINES ET BATIMENTS**	**391'463.97**	**489'965.37**	**398'400**	**485'667**	**473'948.37**	**501'951.35**
310	**Terrains**	**6'153.10**	**12'375.60**	**1'000**	**12'500**	**1'711.45**	**12'375.60**
301.00	Traitement de l' employé communal	780.00		1'000		668.00	
314.00	Entretien des terrains	5'373.10		0		1'043.45	
423.00	Locations des terrains		12'375.60		12'500		12'375.60
320	**Forêts**	**172'960.97**	**108'744.10**	**168'500**	**110'000**	**208'379.57**	**124'483.60**
300.00	Vacations des municipaux	1'279.40		2'000		1'222.80	
308.01	Ass.-Exploitation, coupes, plantations	99'845.65		100'000		152'579.41	
308.02	Ass.-Entretien des plantations	23'748.50		19'000		13'900.70	
308.03	Débardage-Epareuse-Broyage	1'059.75		2'000		1'607.40	
309.00	Autres charges	584.25		1'000		681.65	
310.00	Journaux, annonces, bureau, cotisations	660.00		500		555.00	
311.00	Achat de matériel, machines	0.00		0		0.00	
314.01	Entretien des chemins	19'140.65		12'000		8'592.50	

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2018 Charges	Comptes 2018 Revenus	Budget 2018 Charges	Budget 2018 Revenus	Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus
352.00	Participation garde-forestier	26'642.77		32'000		25'145.11	
352.01	Remboursement subvention années précédentes	0.00		0		4'095.00	
435.01	Vente de bois de service		70'434.17		80'000		79'470.90
435.02	Vente de bois d'industrie		0.00		0		3'402.00
435.03	Vente de bois de feu		16'791.68		10'000		26'648.20
444.00	Subsides		21'518.25		0		14'962.50
451.00	Participations et remboursements du canton		0.00		20'000		0.00
330	**Vignes**	**83'594.25**	**102'311.55**	**79'400**	**87'900**	**72'261.90**	**105'439.25**
301.00	Traitement de l'employé communal	35'930.80		31'600		29'251.50	
301.01	Traitement du personnel	24'224.90		22'000		20'710.70	
311.00	Achat de matériel, machines	996.70		2'000		2'323.60	
313.00	Achats produits, engrais, plants	10'022.40		12'000		11'537.45	
313.01	Achat de bouteilles	3'645.00		3'000		2'459.70	
315.00	Tracteur	1'439.55		1'000		1'945.90	
319.00	Cotisations et divers	3'034.90		3'500		4'033.05	
331.00	Amortissement tracteur	4'300.00		4'300		0.00	
435.00	Vente de vin		942.00		1'500		1'080.00
435.01	Vente de raisin		100'010.05		85'000		102'253.05
435.02	Dividendes s/parts sociales		959.50		1'000		1'706.20
437.00	Location vignes		400.00		400		400.00
340	**Bâtiments-Patrimoine administratif**	**16'680.25**	**0.00**	**20'000**	**0**	**18'104.85**	**0.00**
300.00	Vacations des municipaux	918.40		3'000		1'591.60	
301.00	Traitement de l'employé communal	1'500.00		2'000		2'860.00	
315.00	Entretien du matériel	664.50		500		631.65	
318.00	Assurance incendie	8'940.55		10'500		9'257.50	
319.00	Dégâts d'eau et bris de glaces	4'656.80		4'000		3'764.10	
351	**Grande salle**	**33'639.80**	**20'380.00**	**30'800**	**20'500**	**31'691.60**	**14'722.00**
301.00	Conciergerie	4'134.55		5'000		5'743.70	
301.01	Traitement de l'employé communal	410.00		1'000		993.00	
311.00	Achat de matériel-engins	6'470.60		1'000		601.20	
312.00	Electricité, chauffage	10'071.90		10'000		12'790.85	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	634.90		2'000		988.95	
314.00	Entretien du bâtiment	3'117.85		2'000		1'499.80	
315.00	Entretien du mobilier et matériel	0.00		1'000		274.10	
331.01	Amortissement Etude Grande Salle	8'800.00		8'800		8'800.00	
427.00	Locations diverses		1'700.00		2'500		2'350.00
427.01	Locations groupement scolaire		18'680.00		18'000		12'372.00
352	**Le Moulin**	**5'536.75**	**50'385.95**	**12'800**	**53'600**	**38'621.20**	**49'555.20**
301.00	Traitement de l'employé communal	0.00		500		0.00	
311.00	Achat de matériel, mobilier	445.90		2'000		127.55	
312.00	Electricité, chauffage	4'322.80		5'000		4'417.65	
312.01	Electricité, locaux de service	118.00		100		273.15	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	259.10		200		0.00	
314.00	Entretien du bâtiment	390.95		5'000		33'802.85	
427.01	Location Hoh Markus		0.00		0		9'067.88
427.02	Location Corthésy		16'885.22		18'000		16'371.99
427.03	Location Parenté		21'119.23		22'000		11'280.00
427.04	Location Fernandes J.		12'381.50		13'600		12'835.33

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2018 Charges	Comptes 2018 Revenus	Budget 2018 Charges	Budget 2018 Revenus	Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus
353	**Collège**	**26'651.85**	**97'098.80**	**34'000**	**97'067**	**30'849.35**	**96'983.00**
301.00	Conciergerie	11'608.50		13'000		15'449.25	
301.01	Traitement de l'employé communal	0.00		500		0.00	
311.00	Achat de matériel, mobilier	183.90		2'000		273.55	
312.00	Electricité, chauffage	12'047.80		12'500		11'578.95	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	70.20		0		0.00	
314.00	Entretien du bâtiment	2'741.45		6'000		3'547.60	
427.00	Location appartement		28'800.00		28'000		28'800.00
427.01	Locations classes		41'232.15		42'000		41'816.00
427.02	Participation à l'amortissement		18'666.65		18'667		18'667.00
427.04	Location triage forestier 7		8'400.00		8'400		7'700.00
354	**Eglise**	**5'389.15**	**263.45**	**7'500**	**300**	**8'748.35**	**1'260.30**
301.00	Conciergerie	572.65		800		645.70	
301.01	Traitement de l'employé communal	75.00		0		171.00	
312.00	Electricité, chauffage	2'372.30		2'000		2'530.80	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	53.15		500		0.00	
314.00	Entretien du bâtiment	1'280.00		3'000		4'305.00	
318.00	ECA, assurance incendie	1'036.05		1'200		1'095.85	
427.00	Mariage		0.00		300		0.00
451.00	Participation d'autres communes		263.45		0		1'260.30
355	**Maison de Commune**	**18'163.60**	**1'500.00**	**19'300**	**0**	**7'246.75**	**0.00**
301.00	Conciergerie	1'423.75		1'300		1'432.95	
311.00	Achat de matériel, mobilier	11'347.05		12'000		325.10	
312.00	Electricité, chauffage	1'704.15		2'000		2'230.85	
314.00	Entretien des bâtiments	1'700.00		2'000		1'364.50	
318.00	Téléphone (024) 436.12.50	1'988.65		2'000		1'893.35	
465.00	Participation de tiers (subsides)		1'500.00		0		0.00
356	**Ancienne Poste**	**8'879.45**	**39'315.85**	**6'500**	**42'700**	**4'368.60**	**42'011.55**
312.00	Electricite, chauffage	3'570.20		4'500		4'145.05	
314.00	Entretien	5'309.25		2'000		223.55	
427.01	Location Ayala		13'194.50		14'000		13'836.45
427.02	Location Krebs - Curtis		18'994.75		20'700		20'395.00
427.03	Location Fivaz		7'126.60		8'000		7'780.10
357	**La Cour locatif**	**9'849.55**	**34'623.07**	**7'600**	**37'200**	**15'335.10**	**28'930.90**
312.00	Electricité, chauffage	4'151.75		4'000		6'881.90	
312.01	Electricité garage	508.85		600		650.00	
314.00	Entretien des bâtiments	5'188.95		3'000		7'803.20	
427.01	Location Colin appartement		7'663.95		11'000		10'310.00
427.02	Location Colin studio		6'000.00		6'000		5'481.80
427.03	Location Parente José		-109.88		0		7'496.10
427.04	Location local pompiers		3'468.00		3'400		3'468.00
427.05	Location EVAM		17'601.00		16'800		2'175.00
358	**La Combaz**	**3'115.25**	**22'867.00**	**10'000**	**22'900**	**4'038.05**	**22'918.25**
314.00	Entretien des bâtiments	3'115.25		10'000		4'038.05	
427.00	Location du chalet		22'867.00		22'900		22'867.00
427.01	La Combaz, dégats neige/eau		0.00		0		51.25

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2018 Charges	Comptes 2018 Revenus	Budget 2018 Charges	Budget 2018 Revenus	Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus
359	**Cave et Annexes**	**850.00**	**100.00**	**1'000**	**1'000**	**32'591.60**	**3'271.70**
313.00	Achat de fournitures	0.00		500		0.00	
314.00	Entretien des bâtiments	350.00		500		798.70	
314.01	Local jeunesse	500.00		0		18'869.60	
314.02	Local truffes	0.00		0		12'923.30	
427.00	Location pressoir		100.00		1'000		900.00
427.01	Local jeunesse, participation de tiers		0.00		0		2'371.70
4	**TRAVAUX**	**294'452.07**	**147'126.97**	**302'650**	**140'800**	**319'288.92**	**140'081.83**
430	**Routes**	**119'612.80**	**0.00**	**119'700**	**500**	**131'090.90**	**20.25**
300.00	Vacations municipaux	3'263.75		3'000		3'700.15	
301.00	Traitement de l' employé communal	8'000.00		14'000		11'887.00	
311.00	Achat de matériel, machines	314.35		2'500		1'283.20	
312.00	Eclairage public	3'654.10		5'000		6'543.60	
313.00	Matériels divers, carburants	3'793.25		3'000		4'149.40	
314.01	Entretien des parcs	0.00		1'000		1'431.00	
314.02	Entretien des routes	40'046.55		30'000		29'812.40	
314.03	Entretien éclairage public	4'027.45		3'000		11'471.65	
314.04	Canalisations	883.40		3'000		8'520.70	
315.00	Tracteur	3'695.35		2'500		581.65	
318.00	Déblaiement neige	5'074.60		5'000		4'035.75	
319.00	Taxes, impôts, assurances véhicules	660.00		1'500		1'474.40	
331.01	Amortissement travaux routes	12'000.00		12'000		12'000.00	
331.03	Amortissement travaux sous Caves	6'000.00		6'000		6'000.00	
331.05	Amortissement " Croix des Terreaux"	15'600.00		15'600		15'600.00	
331.07	Amortissement trottoir rte de Champagne	7'800.00		7'800		7'800.00	
331.08	Amortissement Trottoir Flusel	4'800.00		4'800		4'800.00	
434.01	Taxes uniques de raccordement, eaux claires		0.00		500		20.25
440	**Parcs, promenades, cimetière**	**14'461.40**	**500.00**	**13'800**	**0**	**12'981.60**	**0.00**
301.00	Traitement de l' employé communal	5'000.00		4'500		4'335.00	
311.00	Achat de matériel, machines	1'264.15		1'000		334.15	
314.00	Entretien	2'373.95		3'000		7'807.00	
315.00	Tracteur	1'523.30		1'000		505.45	
331.02	Amortissement tracteur	4'300.00		4'300		0.00	
435.01	Emolument "Jardin du Souvenir"		500.00		0		0.00
451	**Ordures ménagères et déchetterie**	**55'152.52**	**41'434.97**	**61'500**	**47'300**	**59'252.17**	**42'948.88**
300.00	Vacation des municipaux	500.00		500		500.00	
301.00	Traitement de l'employé communal	1'350.00		3'000		3'031.00	
311.00	Achat matériel, (sacs enfants)	1'118.57		1'000		1'021.07	
352.00	STRID	9'931.90		2'000		14'281.65	
352.01	Cand-Landi	38'495.40		33'000		40'418.45	
352.02	Attribution au fonds de réserve	594.35		0		0.00	
352.03	Strid incinérables	2'237.45		14'000		0.00	
352.04	Cand-Landi déchets communaux	924.85		4'000		0.00	
352.05	Part communale à l'infrastructure	0.00		4'000		0.00	
434.02	Ristourne des sacs ordures STRID		11'707.22		14'000		13'846.43
434.03	Taxe personnelle déchets		29'397.55		33'000		28'778.50
435.04	Produits de récupération(verres)		330.20		300		323.95

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2018 Charges	Comptes 2018 Revenus	Budget 2018 Charges	Budget 2018 Revenus	Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus
461	**Réseau d'égouts**	**105'225.35**	**105'192.00**	**107'650**	**93'000**	**115'964.25**	**97'112.70**
300.00	Vacations municipaux	918.40		1'500		1'167.20	
301.00	Traitement de l'employé communal	6'520.00		6'000		6'424.00	
314.00	Entretien canalisations et collecteurs	0.00		2'000		611.80	
314.04	Vidange fosses sceptiques	0.00		1'000		0.00	
331.01	Amortissement travaux Riettaz	0.00		0		1'000.00	
331.03	Amortissement quartier Sur la Vigne	0.00		0		6'683.00	
331.04	Amortissement "chemin des Sources"	10'200.00		10'000		10'000.00	
331.05	Amortissement collecteurs Puits-Midi	15'000.00		15'000		15'000.00	
331.07	Amortissement raccordement EU Champs de Ville - La Gotallaz	3'500.00		3'500		3'500.00	
331.08	Amortissement Quartier du Pontet	2'500.00		2'500		2'500.00	
331.09	Amortissement Tamis STEP	6'600.00		6'600		6'600.00	
352.00	Participation de Bonvillars aux frais de la STEP	59'986.95		59'550		62'478.25	
434.00	Taxe d'épuration des eaux		44'241.00		42'000		40'293.30
434.01	Taxes uniques de raccordement, eaux usées		2'772.00		3'000		4'446.90
434.03	Taxe entretien des collecteurs		43'059.00		40'000		37'348.50
465.00	Participation frais exploitation et administration de la STEP		15'120.00		8'000		15'024.00
5	**INSTRUCTION PUBLIQUE ET CULTES**	**195'503.00**	**0.00**	**229'300**	**0**	**188'487.22**	**156.30**
510	**Enseignement primaire et secondaire**	**190'701.50**	**0.00**	**222'000**	**0**	**183'519.85**	**0.00**
352.01	Participation primaire	83'003.75		116'000		76'396.35	
352.02	Participation au secondaire	107'697.75		106'000		107'123.50	
540	**Office orientation professionnelle**	**677.20**	**0.00**	**700**	**0**	**701.42**	**0.00**
351.00	Participation cantonale	677.20		700		701.42	
580	**Temples et cultes**	**4'124.30**	**0.00**	**6'600**	**0**	**4'265.95**	**156.30**
365.01	Participation paroisse protestante	1'000.00		2'500		990.00	
365.02	Participation paroisse catholique	3'051.00		4'000		3'208.00	
365.03	Participation paroisse langue allemande	73.30		100		67.95	
465.02	Ristourne participation paroisse catholique (année précédente)		0.00		0		156.30
6	**POLICE**	**121'609.29**	**3'294.00**	**100'400**	**3'300**	**104'108.00**	**23'789.00**
610	**Corps de police**	**82'238.00**	**160.00**	**61'000**	**0**	**52'567.00**	**7'295.00**
351.00	Réforme policière	78'638.00		59'000		50'047.00	
351.01	Frais auxilliaire de police municipale	3'600.00		2'000		2'520.00	
451.00	Participation et remboursement du Canton (réforme policière années précédentes)		0.00		0		6'935.00
451.01	Emoluments amendes d'ordre		160.00		0		360.00
620	**Contrôle des habitants**	**1'672.90**	**2'824.00**	**2'000**	**3'000**	**1'699.60**	**2'637.00**
318.00	Emoluments versés	1'672.90		2'000		1'699.60	
431.00	Emoluments facturés		2'824.00		3'000		2'637.00

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2018 Charges	Comptes 2018 Revenus	Budget 2018 Charges	Budget 2018 Revenus	Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus
630	**Police sanitaire**	**262.00**	**262.00**	**300**	**300**	**157.00**	**157.00**
352.04	Participation destruction déchets carnés	262.00		300		157.00	
436.00	Remboursement taxe déchets carnés		262.00		300		157.00
640	**Service des inhumations**	**0.00**	**0.00**	**1'100**	**0**	**35.95**	**0.00**
301.00	Traitement de l'employé communal	0.00		500		0.00	
318.00	Frais de transports des pompes funèbres	0.00		100		0.00	
318.05	Honoraires et prestations de services	0.00		500		35.95	
650	**Défense contre l'incendie**	**25'866.40**	**48.00**	**22'500**	**0**	**38'930.95**	**13'700.00**
301.02	Participation SDIS, Yverdon	18'183.50		22'000		20'033.05	
319.00	Frais CR	434.05		0		0.00	
319.01	Bornes hydrantes	7'248.85		500		18'897.90	
436.00	Participation de tiers (subsides ECA)		48.00		0		13'700.00
660	**Protection civile**	**11'569.99**	**0.00**	**13'500**	**0**	**10'717.50**	**0.00**
352.00	Participation assoc. intercom. PC	9'969.99		13'500		10'717.50	
352.01	ACRG, surveillance des chantiers	1'600.00		0		0.00	
7	**SECURITE SOCIALE**	**504'691.59**	**0.00**	**407'800**	**0**	**370'196.87**	**0.00**
720	**Prévoyance sociale cantonale**	**458'161.59**	**0.00**	**360'300**	**0**	**323'138.87**	**0.00**
351.00	Pr.compl.AVS/AI-prév.aide soc.-prot.jeunesse	390'841.00		311'800		269'114.01	
351.01	FAGE (accueil de jour des enfants)	52'568.75		34'000		31'176.51	
351.02	ARAS	14'751.84		14'500		13'547.10	
351.03	Solde à payer de facture sociale année précédente selon décpte final	0.00		0		9'301.25	
730	**Santé publique**	**46'530.00**	**0.00**	**47'500**	**0**	**47'058.00**	**0.00**
365.00	AVASAD (soins à domicile)	46'530.00		47'500		47'058.00	
8	**SERVICES INDUSTRIELS**	**48'013.45**	**44'337.00**	**61'000**	**38'000**	**52'278.60**	**42'612.20**
810	**Service des eaux**	**48'013.45**	**44'337.00**	**61'000**	**38'000**	**52'278.60**	**42'612.20**
300.00	Vacations des municipaux	0.00		1'000		0.00	
301.00	Traitement de l' employé communal	10'100.00		8'000		8'325.00	
311.00	Achat matériel, compteurs	0.00		2'500		4'415.10	
312.01	Achat eau	18'768.25		17'000		16'634.90	
312.03	Consommation d'électricité	5'014.25		4'500		4'812.10	
314.00	Entretien réseau et station pompage	3'281.60		20'000		16'675.00	
318.00	Honoraires et prestations de service	5'849.35		3'000		1'416.50	
331.01	Amortissement PDDE Plan Directeur Distribution eau	5'000.00		5'000		0.00	
434.01	Taxes uniques de raccordement,dist.d'eau		3'080.00		2'000		4'941.00
435.00	Vente d'eau		41'257.00		36'000		37'671.20

Comptes de fonctionnement (par chapitres)	Comptes 2018 Charges	Comptes 2018 Revenus	Budget 2018 Charges	Budget 2018 Revenus	Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus
Total des charges	2'323'812.53		2'150'767		2'198'963.82	
Total des revenus		2'318'499.38		2'004'167		2'129'089.09
Excédent de charges		5'313.15		146'600		69'874.73

		Solde au 31.12.2017	Mouvements Augmentation	Mouvements Diminution	Solde au 31.12.2018
1	**Actif**	**116'013.79**		**107'919.69**	**8'094.10**
10	**Disponibilités**	**53'560.40**		**50'651.35**	**2'909.05**
1020.05	BCV c/c Z 5242.33.28 STEP	53'560.40		50'651.35	2'909.05
11	**Avoirs**	**32.25**		**32.25**	**0.00**
1150.03	Débiteurs Administration Contributions	32.25		32.25	0.00
13	**Transitoire**	**62'421.14**		**57'236.09**	**5'185.05**
1390.00	Actifs transitoires	62'421.14		57'236.09	5'185.05

		Solde au 31.12.2017	Mouvements Augmentation	Mouvements Diminution	Solde au 31.12.2018
2	**Passif**	**116'013.79**		**107'919.69**	**8'094.10**
20	**Engagements courants**	**116'010.55**		**124'730.65**	**-8'720.10**
2000.00	Avance de la Commune de Bonvillars pour STEP	60'000.00		60'000.00	0.00
2000.01	Factures à payer	56'010.55		64'730.65	-8'720.10
25	**Passifs transitoires**	**0.00**	**16'814.20**		**16'814.20**
2590.00	Passifs transitoires	0.00	16'814.20		16'814.20
29	**Fortune nette**	**3.24**		**3.24**	**0.00**
2900.00	Capital	3.24		3.24	0.00
	Ensemble des actifs	**116'013.79**		**107'919.69**	**8'094.10**
	Ensemble des passifs	**116'013.79**		**107'919.69**	**8'094.10**

C O M P T E S 2018

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2018 Charges	Comptes 2018 Revenus	Budget 2018 Charges	Budget 2018 Revenus	Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus
1	**Administration**	**1'027.35**	**0.00**	**1'050**	**0**	**1'026.85**	**0.00**
110	**Administration**	**1'027.35**	**0.00**	**1'050**	**0**	**1'026.85**	**0.00**
301.00	Traitement personnel administration	1'000.00		1'000		1'000.00	
318.00	Frais de gestion	27.35		50		26.85	
4	**TRAVAUX**	**63'363.40**	**64'390.75**	**63'500**	**64'550**	**66'602.85**	**67'629.70**
462	**STEP**	**63'363.40**	**64'390.75**	**63'500**	**64'550**	**66'602.85**	**67'629.70**
300.00	Vacations des municipaux	1'000.00		1'000		1'000.00	
301.00	Traitement personnel communal	6'520.00		6'400		6'424.00	
301.01	Traitement du personnel	8'723.70		8'800		8'748.00	
311.00	Achat matériel	871.40		1'000		7'411.15	
312.00	Electricité	6'968.40		8'500		6'283.55	
312.01	Consommation d'eau et frais d'épuration (eau consommée)	1'694.20		2'000		926.65	
314.00	Entretien	10'190.70		10'000		11'285.25	
314.01	Traitement des boues Ependes	11'275.90		11'000		10'510.95	
318.00	Honoraires et prestations de service	4'626.00		3'000		2'445.10	
318.02	PTT (024) 436.25.86	294.10		400		351.20	
319.01	Taxes fédérales sur les eaux usées	4'599.00		4'800		4'617.00	
331.02	Amortissement Tamis STEP	6'600.00		6'600		6'600.00	
436.01	Participation de la Commune de Champagne		3'570.65		4'000		4'226.85
436.02	Participation de la Commune d'Onnens		833.15		1'000		924.60
436.03	Participation Commune de Bonvillars		59'986.95		59'550		62'478.25
	Total des charges	**64'390.75**		**64'550**		**67'629.70**	
	Total des revenus		**64'390.75**		**64'550**		**67'629.70**

Commune de Bonvillars	Tableau des amortissements 2018										
Libellé	Travaux	Investi.	Total à	Amortissement			No	Amortis.	No		solde à amortir
	déjà effectués	2018	amortir	déjà effectué	solde	amortissements	Pièce	supplém.	Pièce	cpte	au 31.12.2018
					au 31.12.2017	légaux 2018				charges	
Riettaz (canal.) 1410.04	372 215,70		372 215,70	372 215,70	-	**-**					-
Riettaz (rtes) 1410.05	283 840,70		283 840,70	199 840,70	84 000,00	**12 000,00**	**446**	-		430.331.01	72 000,00
Aménag. Quartier sur la vigne 1410.08	106 248,20		106 248,20	106 248,20	-	**-**		-			-
3ème classe 1430.04	560 010,00		560 010,00	466 685,00	93 325,00	**18 667,00**	**447**	-		230.331.00	74 658,00
Travaux sous Caves 1410.11	146 155,80		146 155,80	84 925,00	61 230,80	**6 000,00**	**448**	-		430.331.03	55 230,80
Travaux ch. Sources 1410.12	115 925,50		115 925,50	86 394,40	29 531,10	**10 200,00**	**449**	-		461.331.04	19 331,10
Step Ependes 1410.14	37 918,00		37 918,00	37 918,00	-	**-**					-
Croix des Terreaux 1410.16	397 885,90		397 885,90	250 486,45	147 399,45	**15 600,00**	**450**	-		430.331.05	131 799,45
Rempl. Collecteur. Puits - Midi 1410.19	690 430,10		690 430,10	408 500,00	281 930,10	**15 000,00**	**451**			461.331.05	266 930,10
Epuration Champ de la Ville-Gotallaz 1410.20	54 875,40		54 875,40	19 776,00	35 099,40	**3 500,00**	**452**			461.331.07	31 599,40
Trottoir route de Champagne 1410.01	161 206,10		161 206,10	31 200,00	130 006,10	**7 800,00**	**453**			430.331.07	122 206,10
Quartier du Pontet 1410.21	48 697,20		48 697,20	7 500,00	41 197,20	**2 500,00**	**454**			461.331.08	38 697,20
Tamis STEP 1410.22	35 534,45		35 534,45	13 200,00	22 334,45	**6 600,00**	**455**			461.331.09	15 734,45
Conduite Devens 1410.23	14 569,20	84 615,35	99 184,55	-	14 569,20	**-**					99 184,55
Trottoir Flusel 1410.24	115 000,00		115 000,00	4 800,00	110 200,00	**4 800,00**	**456**			430.331.08	105 400,00
Etude Grande salle 1430.10	230 749,90		230 749,90	8 800,00	221 949,90	**8 800,00**	**457**			351.331.01	213 149,90
Plan général d'affectation (PGA) 1410.26	20 023,20	31 149,40	51 172,60	-	20 023,20	**-**					51 172,60
PDDE Plan Directeur Distribution Eau 1410.27	30 689,50		30 689,50	-	30 689,50	**5 000,00**	**458**			810.331.01	25 689,50
Tracteur vignes Carraro 1460.02	42 630,00		42 630,00	-	42 630,00	**4 300,00**	**459**			330.331.00	38 330,00
Tracteur (parc, promenade, cimetière) 1460.02	42 630,00		42 630,00		42 630,00	**4 300,00**	**460**			440.331.02	38 330,00
Midi-Croix-des-Terreaux 1410.29	15 419,40	8 840,50	24 259,90	-	15 419,40						24 259,90
Rue du Tertre 1410.30	26 735,35	358 793,60	385 528,95		26 735,35						385 528,95
TOTAUX	**3 549 389,60**	**483 398,85**	**4 032 788,45**	**2 098 489,45**	**1 450 900,15**	**125 067,00**		**-**			1 809 232,00

Comptes communaux 2018

La commission, formée de Messieurs Jean-Pierre Duvoisin, Philippe Corthésy et du rapporteur Richard Ayala, s'est réunie le jeudi 13 juin 2019 à la salle de commune pour étudier les dits comptes. Nous remercions Monsieur Frédéric Piguet, syndic de sa présence, ainsi que pour les compléments d'informations qu'il a apportés.

La commission tient a apporté les compléments d'informations suivants aux comptes communaux 2018 :

Administration	Compte 110.318.00 La différence par rapport au budget, soit l'augmentation est due aux frais d'avocats le poulailler à Monsieur Banderet.
Tourisme	Compte 160.352.00 Cette augmentation est due à la part par l'habitant pour le terroir.
Finances	Compte 220.352.00 La forte augmentation par rapport au budget 2018 est due à 3 éléments : la péréquation, la facture sociale et la gendarmerie, cela se montant à 799'763 CHF. Je laisserai Monsieur le syndic donner des précisions sur ce point à la fin de la lecture du rapport de la commission des finances.
Terrains	Compte 310.314.00 La différence par rapport au budget 2018 est due au débroussaillage de la parcelle vers l'étang ; à la couverture du pressoir de la fondation Bartimée et du drainage avec d'un terrain de la communal.
Forêts	Compte 320.314.01 L'augmentation par rapport au budget est due à la mise en place de panneaux forestiers.
La Cour Locatif	Compte 357.427.03 Le chiffre en négatif est un remboursement sur des frais de chauffage.
Ordures ménagères Et déchetterie	Compte 451.352.00 et compte 451.352.03 la manière de comptabiliser cela a été différente entre 2017 et 2018. Le total des 2 comptes étant inférieur pour 2018.
Défense contre L'incendie	Compte 650.319.01 Cette augmentation est due aux frais de révision des bornes hydrantes.

La commission des finances propose :

D'approuver les comptes 2018 tel que proposé.

Fait à Bonvillars, le 16 juin 2019.

Philippe Corthésy

Jean-Pierre Duvoisin

Richard Ayala

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 1/2019

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : Frédéric Piguet / tél. 079 432 81 20

Règlement communal sur les sépultures et le cimetière
-
Tarif des inhumations

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les Conseillers généraux,

Le présent préavis a pour objet de soumettre à l'approbation du Conseil général le projet de nouveau Règlement communal des sépultures et du cimetière.

Préambule

La Municipalité a souhaité, suite à la création du Jardin du souvenir dans le cimetière, adapter le règlement y relatif en procédant à de petites modifications nécessaires pour l'utilisation de ce site. Le Règlement communal sur la police du cimetière et des inhumations actuellement en vigueur a été adopté par le Conseil général le 8 décembre 1992 et approuvé par le Conseil d'Etat le 16 avril 1993. Le moment est venu de l'ajuster.

Démarches

Le nouveau règlement communal soumis à votre approbation a été élaboré sur la base du règlement-type cantonal et adapté à notre commune.

Pour information, le projet tel que soumis a été présenté au Service juridique du Service de la santé publique pour examen et approbation préalable.

Un fois ce nouveau règlement adopté par le Conseil général, il devra être soumis au Chef du Département de la santé et de l'action sociale du canton pour approbation définitive.

Tarif des inhumations

La Municipalité a également décidé d'adapter, puis d'approuver, lors de sa séance du 11 mars 2019, les tarifs des émoluments facturés par la commune.

Conclusion

Au vu ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

Le Conseil général de Bonvillars

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- ayant pris connaissance du préavis municipal no 1/2019
- entendu le rapport de la commission ad hoc

Décide :

- d'accepter ce préavis tel que présenté ;
- que ce règlement devra être soumis à l'approbation du Chef du Département de la santé et de l'action sociale ;
- d'abroger toutes dispositions antérieures ;
- que ce règlement entrera en vigueur après son approbation par les instances cantonales.

Nous vous en remercions par avance et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic	La Secrétaire
Frédéric Piguet	Nathalie Ryser

MUNICIPALITE DE BONVILLARS

Bonvillars, le 15 avril 2019

Annexes : Règlement communal des sépultures et du cimetière
Tarif des inhumations

RÈGLEMENT DES SÉPULTURES ET DU CIMETIÈRE

Table des matières

Chapitres

I. Dispositions générales
II. Cimetière
III. Tombes, entourages, monuments
IV. Concessions
V. Columbarium
VI. Jardin du souvenir
VII. Taxes et émoluments
VIII. Dispositions finales

I. DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er

Le présent règlement est applicable aux sépultures et à la police du cimetière sur le territoire de la commune de Bonvillars

Les dispositions des droits fédéral et cantonal régissant les mêmes matières, en particulier le règlement cantonal du 12 septembre 2012 sur les décès, les sépultures et les pompes funèbres (ci-après RDSPF) sont réservées.

Article 2

L'Autorité communale prend les mesures nécessaires à l'administration, l'aménagement, l'utilisation et la police du cimetière. Elle peut déléguer ses pouvoirs à l'un de ses membres ou de ses services.

Article 3

L'Autorité communale est compétente pour:

a) nommer le préposé aux sépultures (articles 2 lettre b et 44 RDSPF) ;
b) fournir ce qu'elle estime nécessaire à un ensevelissement décent lorsque le défunt n'a laissé, en Suisse ou à l'étranger, ni parents, ni connaissances qui se chargent des formalités consécutives au décès (article 48 alinéa 3 RDSPF) ;
c) décider de la désaffectation d'un ou de plusieurs secteurs du cimetière et procéder aux avis au public et personnes concernées conformément aux articles 70 et suivants RDSPF ;
d) décider l'enlèvement d'office, à l'expiration du délai de sépulture, des objets garnissant les tombes et à en disposer dans la mesure où ceux-ci n'ont pas été revendiqués par un ayant-droit (article 72 RDSPF).

Article 4

Le préposé aux sépultures exécute les tâches qui lui sont attribuées par la législation cantonale et le règlement, ou que lui délègue l'Autorité communale.

Il est compétent pour :

a) recevoir les avis et certificats de décès qui lui sont destinés et informer le juge de paix (article 7 RDSPF) ;
b) transmettre cas échéant l'annonce de décès à l'office d'état civil compétent (article 8 alinéa 2 RDSPF) ;
c) délivrer ou recevoir les permis d'inhumer ou d'incinérer et délivrer les autorisations nécessaires en cas de transfert de corps (articles 30 à 32 et 35 RDSPF) ;
d) inscrire tous les décès survenus dans la commune dans le registre des inhumations et incinérations, et tenir à jour ledit registre (article 45 RDSPF) ;
e) veiller à la conservation des pièces relatives aux inhumations et aux incinérations (articles 46 RDSPF) ;
f) mandater une entreprise de pompes funèbres lorsque la commune fournit ce qu'elle estime nécessaire à un ensevelissement décent (article 48 alinéa 3 RDSPF) ;
g) autoriser l'exhumation d'une urne cinéraire après vérification de la demande (article 54 alinéa 5 RDSPF) ;
h) donner son accord en cas d'inhumation d'une urne cinéraire dans une tombe à la ligne ou une concession préexistantes (article 63 alinéa 1 RDSPF).

II. CIMETIERE

Article 5

Le cimetière de la commune est le lieu d'inhumation officiel (article 47 RDSPF) :

a) des personnes décédées sur le territoire communal ou qui y étaient domiciliées au moment de leur décès, à moins que leurs proches n'établissent avoir obtenu d'une autre commune ou d'un Etat étranger l'autorisation d'y faire inhumer ou incinérer le corps;
b) des personnes domiciliées et décédées hors de la commune mais titulaires d'une concession de tombe dans le cimetière communal.

L'Autorité communale peut accorder exceptionnellement ,– si la personne décédée avait des liens avec la commune – une autorisation de sépulture à des personnes domiciliées hors de la commune et décédées hors de son territoire.

Article 6

Le plan d'aménagement du cimetière détermine la succession des tombes qui doivent être placées à une distance de 30 cm au moins les unes des autres.

La profondeur de la fosse doit être de 1 m 20 à l'exception des tombes cinéraires.

La superposition de plusieurs cercueils dans la même fosse n'est pas autorisée.

Article 7

L'inhumation ou le dépôt d'urnes ne peut avoir lieu que si le préposé aux sépultures en a donné l'autorisation.

Il fixe le jour et l'heure de l'inhumation ou du dépôt de l'urne ou des cendres.

En règle générale, le service funèbre n'a pas lieu le samedi, le dimanche ou les jours fériés officiels. Des dérogations peuvent cependant être accordées lorsque des circonstances particulières le justifient.

Article 8

Le cimetière est placé sous la surveillance du personnel communal.

La commune n'assume aucune responsabilité pour les dommages causés aux tombes ou à leurs aménagements par les éléments naturels ou par des tiers.

Le cimetière est ouvert toute l'année au public.

Article 9

L'entrée du cimetière est interdite aux véhicules privés motorisés, aux vélos, aux skates et aux trottinettes.

Toutefois peuvent être introduits dans le cimetière, les véhicules :

a) des pompes funèbres,
b) des marbriers, des jardiniers et des fleuristes dans l'exercice de leur fonction,
c) dont le conducteur a obtenu l'autorisation du responsable du cimetière, pour un motif exceptionnel, notamment en cas de transport de personnes âgées ou handicapées.

Article 10

Il est interdit :

a) d'introduire des animaux domestiques dans le cimetière à l'exception de ceux tenus en laisse ;
b) de toucher aux plantations, de cueillir des fleurs, de prélever des plantes sur les tombes, d'abîmer les gazons ou de détériorer les monuments et installations diverses ;
c) d'y commettre tout acte de nature à troubler la paix ou à porter atteinte à la dignité des lieux ;
d) d'accéder à l'enceinte du cimetière à tout enfant non accompagné d'une personne adulte ou responsable.

On suivra les instructions du préposé et du personnel chargé de la surveillance du cimetière.

Article 11

L'eau est à la disposition du public du 1er avril au 1er novembre.

Des arrosoirs sont à disposition et doivent être remis en place après usage.

III. TOMBES, ENTOURAGES, MONUMENTS

Article 12

L'Autorité communale est responsable de l'entretien dans l'enceinte du cimetière.

Elle peut faire enlever les monuments, les ornements, les plantations qui n'ont pas été autorisés ou qui sont susceptibles de gêner ou de présenter un danger. Les frais résultant de ces diverses opérations peuvent être mis à charge des contrevenants.

Article 13

Le cimetière est divisé en différentes sections, conformément à un plan établi et approuvé par l'Autorité communale, à savoir:

a) les tombes de corps hors concessions pour adultes et enfants (à la ligne), durée 30 ans, non renouvelables. Dimensions :180 / 75 cm / profondeur 120 cm ;
b) les tombes cinéraires hors concessions pour adultes et enfants (à la ligne), durée 30 ans, non renouvelable. Dimensions : 100 / 60 cm/ profondeur 50 cm ;

c) les concessions de tombe simple, durée 50 ans, renouvelables, dimensions : 220 / 100 cm /profondeur 120 cm ;
d) les concessions de tombe double, durée 50 ans, renouvelables, dimensions : 220 / 200 cm / profondeur 120 cm ;
e) le Columbarium ;
f) le Jardin du Souvenir.

Article 14

Les enterrements dans le secteur des tombes hors concessions se feront à la ligne, suivant le plan de secteur. Les lignes seront régulières et ininterrompues.

Il ne pourra être réservé une place dans le secteur des tombes à la ligne.

Article 15

Sur demande spéciale, l'Autorité communale ou le préposé aux sépultures peut autoriser l'enfouissement d'une urne dans une tombe existante.

L'inhumation d'une ou plusieurs urnes cinéraires dans une tombe à la ligne ou dans une concession préexistante n'a pas pour effet de prolonger l'échéance des délais de désaffectation prévus à l'article 71 RDSPF.

Deux urnes au maximum peuvent être enfouies dans une tombe existante.

Article 16

La pose d'un entourage est obligatoire, selon les indications de l'Autorité communale.

L'aménagement définitif des tombes et la pose de monuments ne peuvent avoir lieu que

12 mois après l'inhumation et selon les instructions de l'Autorité communale.

Article 17

La personne ou l'entreprise chargée de la pose d'un monument est responsable des dégâts qui pourraient être causés dans le cimetière pendant les travaux ou par une édification défectueuse. L'entrepreneur responsable est tenu de réparer les dégâts causés, sans délai et à sa charge. A défaut, les travaux seront entrepris d'office par la Commune, aux frais de l'entrepreneur.

Lorsque l'alignement et le niveau ne correspondent pas aux prescriptions, l'entrepreneur responsable est tenu de remédier à la situation, sans délai.

Article 18

La hauteur maximum des monuments sera de 120 cm pour les tombes à la ligne et pour les concessions et de 80 cm pour les tombes cinéraires.

Article 19

Est interdit tout aménagement, monument, plantation et matériau de nature à compromettre l'harmonie de l'ensemble du cimetière ou de la partie de celui-ci où il est destiné à prendre place.

Sont notamment proscrits : les entourages métalliques, les barrières de toute nature, les porte-couronnes, les couronnes métalliques.

L'Autorité communale peut exiger la présentation d'un plan au 1/10, éventuellement d'une maquette ou d'un échantillon.

Article 20

Il est interdit de planter sur les tombes des arbres de haute futaie, ou toutes autres plantes qui, par leur croissance, dépasseraient les dimensions de la tombe ou une hauteur de 80 cm.

Article 21

Lorsqu'une tombe est laissée à l'abandon pendant plus d'une année, l'Autorité communale fixe aux ayants droit un délai de 3 mois pour pourvoir à son entretien. Passé ce délai, la commune procède aux aménagements nécessaires, de manière simple et décente, à ses frais.

Dans ce cas, toute modification ultérieure de l'aménagement de la tombe est soumise à une autorisation communale.

Lorsqu'un monument ou un ornement présente un état défectueux ou est affaissé, la famille est invitée à le réparer dans un délai de deux mois. Passé ce laps de temps, l'objet défectueux sera enlevé ou remis en état aux frais des intéressés.

Article 22

Avant chaque désaffectation ou lorsqu'une concession est éteinte, l'Autorité communale l'annoncera au moins 6 mois à l'avance dans la Feuille des Avis officiels du canton de Vaud, dans la presse locale ainsi que cas échéant sur le site internet de la commune ; elle en avisera en outre par écrit les ayants-droit qui se sont fait connaître.

Tous les objets et monuments garnissant la tombe devront être enlevés dans le délai imparti, faute de quoi ils seront enlevés d'office.

Si aucun parent ne peut être atteint, les publications légales tiendront lieu d'avis à la famille.

IV. CONCESSIONS

Article 23

Les concessions ne peuvent être octroyées que dans les secteurs aménagés à cet effet.

Tout octroi de concession fait l'objet d'une décision de l'Autorité communale, sur la base d'une requête écrite présentée par les intéressés qui doivent également se conformer à la législation cantonale.

L'octroi de concessions peut être refusé par manque de place ou pour autre raison d'ordre public.

Article 24

Les titulaires de concessions peuvent en bénéficier, quel que soit le lieu de leur décès ou de leur domicile.

Article 25

Toute nouvelle inhumation de corps est interdite dans une concession double lorsque 25 ans se sont écoulés depuis la décision d'octroi, le renouvellement de la concession restant alors réservé.

V. COLUMBARIUM

Article 26

L'espace cinéraire ' columbarium ' peut recevoir des urnes selon les critères suivants :

a) chaque pupitre peut accueillir au maximum 4 urnes ;

b) la durée de la concession est fixée à 25 ans, dès le dépôt de la première urne. La dernière urne peut être déposée au plus tard 15 ans après le début de la concession. Le renouvellement de la concession reste alors réservé. A l'échéance de la concession, si celle-ci n'est pas renouvelée, la case sera désaffectée de manière à ce qu'une nouvelle famille puisse en disposer librement.

A l'échéance des concessions, les cendres seront rendues aux familles ou déposées au Jardin du Souvenir.

Article 27

Les plaques d'inscription des noms et des dates apposées sur le columbarium sont uniformes - lettres type 122 -. Leur coût est à la charge de la personne ayant commandé la concession.

Article 28

Seule la pose d'une décoration florale ou autre, devant la case du columbarium est admise.

VI. JARDIN DU SOUVENIR

Article 29

Le Jardin du Souvenir est un emplacement pour le dépôt anonyme des cendres, sans urne, ni autre contenant.

Il n'y a pas de limite de durée de dépôt dans le Jardin du Souvenir.

VII. TAXES ET EMOLUMENTS

Article 30

L'Autorité communale est compétente pour établir le tarif des taxes et émoluments à percevoir dans le cadre de l'application du présent règlement.

Le tarif peut être revu indépendamment du règlement ; il n'entre en vigueur qu'après son approbation par le Chef du Département de la santé et de l'action sociale du canton de Vaud.

Article 31

Dans des cas exceptionnels, l'Autorité communale peut dispenser les intéressés du paiement de tout ou partie des taxes et émoluments perçus en relation avec le présent règlement.

Article 32

Les taxes perçues dans le cadre de l'application du présent règlement constituent des dettes de la succession.

VIII. DISPOSITIONS FINALES

Article 33

Toute contravention au présent règlement sera punie dans les limites de la compétence municipale à moins que la poursuite appartienne à une autre Autorité.

Article 34

Le présent règlement abroge toutes les dispositions édictées jusqu'à ce jour, ainsi que le règlement municipal sur le cimetière et les inhumations adopté le 16 avril 1993.

Article 35

L'Autorité communale est chargée de l'exécution du présent règlement qui entrera en vigueur dès son approbation par le Chef du Département de la santé et de l'action sociale du canton de Vaud.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 01.04.2019

Le Syndic Le Secrétaire

Adopté par le Conseil général dans sa séance du ...

Le Président Le Secrétaire

Approuvé par le chef du Département de la santé et de l'action sociale le :

TARIF DES INHUMATIONS

Table des matières

Chapitres

I. Tombes à la ligne
II. Inhumation des cendres
III. Concessions
IV. Exhumation
V. Reinhumation
VI. Divers

I. TOMBES A LA LIGNE (durée 30 ans)

Article 1er

Taxes d'inhumation pour les personnes décédées dans la commune ou dont le domicile légal était Bonvillars, au moment du décès.	CHF	gratuit

Article 2

Taxes d'inhumation pour les personnes décédées et domiciliées hors du territoire de Bonvillars (autorisation à demander auprès de l'Autorité communale)	CHF	1'000.00

II. INHUMATION DES CENDRES

Article 3

Taxes d'inhumation pour les personnes décédées dans la commune ou dont le domicile légal était Bonvillars, au moment du décès.

a)	dans le Jardin du souvenir	CHF	gratuit
b)	dans un pupitre, concession 25 ans	CHF	700.00
c)	dans une petite tombe à la ligne	CHF	gratuit
d)	dans une tombe existante	CHF	gratuit

Article 4

Taxes d'inhumation pour les personnes décédées et domiciliées hors du territoire de Bonvillars (autorisation à demander auprès de l'Autorité communale)

a)	dans le Jardin du souvenir	CHF	500.00
b)	dans un pupitre, concession 25 ans	CHF	1'000.00
c)	dans une petite tombe à la ligne	CHF	1'000.00
d)	dans une tombe existante	CHF	100.00

Article 5

Les taxes ci-dessus sont également applicables en cas de décès d'enfants.

III. CONCESSION DE TOMBES (durée 50 ans)

Article 6

Taxe d'octroi de concession.

a)	concession de corps simple	CHF	2'000.00
b)	concession de corps double	CHF	3'000.00
c)	concession de corps triple	CHF	4'000.00

Le renouvellement se fait au même tarif, au prorata du nombre d'années désirées.

IV. EXHUMATION

Article 8

D'un corps ayant moins de 30 ans de sépulture,
ordonnée par le juge ou le tribunal — Selon décision judiciaire

Article 9

D'un corps ayant moins de 30 ans de sépulture

a)	autorisation et taxes communales	CHF	500.00
b)	autorisation de l'Etat, frais de médecin délégué et personnel nécessaire		Selon facturation

Article 10

D'un corps ayant plus de 30 ans de sépulture

a)	autorisation et taxes communales	CHF	200.00
b)	autorisation de l'Etat, frais du personnel nécessaire		Selon facturation

Article 11

D'un cercueil plombé ayant plus de 30 ans de sépulture

a) autorisation et taxes communales	CHF	300.00
b) frais de médecin déléguée et personnel nécessaire	Selon facturation	

Article 12

D'une urne cinéraire	CHF	100.00

V. REINHUMATION

Article 13

En concession d'un corps ayant moins de 30 ans de sépulture	CHF	400.00

Article 14

D'un corps ayant plus de 30 ans de sépulture (ossements), uniquement pour concession de corps	CHF	200.00

Article 15

En concession, d'un cercueil plombé ayant plus de 30 ans de sépulture.	CHF	400.00

Article 16

D'une urne cinéraire	CHF	100.00

VI. DIVERS

Article 17

Pour une personne étant domiciliée légalement dans une commune de la paroisse de l'Arnon, lors de son décès.

a) location du temple	CHF	gratuit
b) concierge	CHF	gratuit
c) organiste	CHF	gratuit

Article 18

Pour une personne n'étant pas domiciliée légalement dans une commune de la paroisse de l'Arnon, lors de son décès.

Location du temple, concierge, organiste	CHF	250.00

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 01.04.2019

Le Syndic Le Secrétaire

Approuvé par le chef du Département de la santé et de l'action sociale le :

Conseil Général – Commune de Bonvillars

Rapport de la commission sur le préavis municipal No 1/2019 :

Règlement communal sur les sépultures et le cimetière – Tarif des inhumations

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

La commission formée de Mme Denise Rotzetter, M. Jean-Frédéric Leuenberger et M. Léonard Bloesch, rapporteur, s'est réunie en date du 27 mai 2019 à la maison de commune pour étudier le préavis municipal susmentionné.

M. Frédéric Piguet, Syndic, était présent. Il a répondu à toutes nos questions et nous l'en remercions.

Après discussion, et compte tenu du fait qu'il s'agisse d'une mise à jour du règlement déjà en vigueur, moyennant quelques légères modifications ou ajouts quant au jardin des souvenirs notamment, la commission vous propose d'approuver le préavis municipal tel qu'il est présenté.

Bonvillars, le 12 juin 2019

Denise Rotzetter

Léonard Bloesch

Jean-Frédéric Leuenberger

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 3/2019

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : Frédéric Piguet / tél. 024 436 13 79

Demande de crédit extrabudgétaire

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les Conseillers généraux,

Daté du 8 mai 2018, le préavis municipal no 2/2018 sollicitait du Conseil l'autorisation de procéder à la réfection de la route de l'Arnon en partenariat avec la commune d'Onnens pour un montant de CHF 40'000.00 (par commune). La Municipalité vous proposait alors de financer cet aménagement routier par une dépense d'investissement sous le compte no 1 410.30, crédit accepté lors de la séance du 25 juin 2018.

Par ce nouveau préavis, nous vous demandons la possibilité de payer ces travaux par la trésorerie courante sous le compte 430.314.02 entretien des routes et de porter le montant inscrit sous ce poste au budget 2019 de CHF 30'000.00 à CHF 70'000.00, et cela pour des raisons de calculs péréquatifs.

Conclusion

Au vu ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

Le Conseil général de Bonvillars

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- ayant pris connaissance du préavis municipal no 3/2019
- entendu le rapport de la commission des finances

Décide :

- d'accepter ce préavis tel que présenté;
- d'autoriser la Municipalité à utiliser la trésorerie courante pour payer cet aménagement routier;
- d'autoriser la Municipalité à modifier le montant du poste 430.314.02 de CHF 30'000.00 à CHF 70'000.00.

Nous vous remercions par avance et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic

Frédéric Piguet



La Secrétaire

Nathalie Ryser

Bonvillars, le 28 mai 2019

Demande de crédit extrabudgétaire

La commission, composée de Messieurs Jean-Pierre Duvoisin, Philippe Corthésy et du rapporteur Richard Ayala, s'est réunie le jeudi 13 juin 2019 à la salle de commune pour étudier la dite demande de crédit. Nous remercions Monsieur le syndic, Frédéric Piguet, de sa présence, ainsi que pour les compléments d'informations qu'il a apportés.

La commission tient à compléter le cela de la manière suivante :

Cette demande faite par la municipalité fait suite à la réfection de la route d'accès à PMI ; cette réfection et le budget s'y rapportant ayant déjà été accepté par le conseil général. L'ajout de ce montant de 40'000 CHF nous permet d'en tenir compte dans le calcul de la péréquation, afin d'optimiser cela. Ces 40'000 CHF étant portés dans le comptes 2018.

La commission des finances propose :

D'approuver cette demande de crédit extrabudgétaire tel que proposé.

Fait à Bonvillars, le 16 juin 2019.

Philippe Corthésy

Jean-Pierre Duvoisin

Richard Ayala

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 4/2019

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : Daniel Rappo / tél. 079 210 73 73

Vente de terrain zone villa – parcelle 499

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Dès 2014, les propriétaires des parcelles 123 et 134 ont entrepris des démarches auprès de la Municipalité en vue d'acquérir la parcelle 499, propriété de la commune de Bonvillars, une bande étroite de 231 m^2 affectée en zone villa, qui jouxte leurs propriétés respectives.

Le premier propriétaire s'est retiré entretemps, tandis que nous sommes en possession d'une demande d'achat ferme, émise par le second.

La parcelle comprend un petit abri de pierre à l'angle nord-est, connu pour avoir abrité durant plusieurs décennies une « pétroleuse », soit un endroit utilisé pour le stockage de combustible.

Afin de s'assurer que le futur acquéreur puisse, en toute quiétude, envisager le démontage de cet abri, la Municipalité a procédé à des analyses qui confirment que le sous-sol et les alentours de la construction sont exempts de pollution.

L'acquéreur s'engage dès lors à prendre à sa charge les frais relatifs au changement de propriétaire (notaire, géomètre, registre foncier), tandis que la commune assumerait les frais liés à l'éclairage public (réverbère à déplacer).

Mme Jocelyne Bruno souhaite donc acquérir la **parcelle no 499 d'une surface de 231 m^2.**

Cette parcelle n'a pas de valeur stratégique à moyen ou long terme pour la Municipalité, qui propose de la vendre au prix de **CHF 100.00/m^2,** soit un montant de **CHF 23'100.00**

Conformément à l'article 142 de la loi sur les Communes, le préfet sera informé de l'opération, préalablement à la signature de la réquisition de transfert.

La Municipalité préavise favorablement pour la vente de cette parcelle.

Vu ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

Le Conseil général de Bonvillars

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- ayant pris connaissance du préavis municipal no 4/2019
- entendu le rapport de la Commission des finances

Décide :

- **d'autoriser la Municipalité à vendre la parcelle no 499 de 231 m2 située dans la zone villas du quartier « Sur la Cour » à Mme Jocelyne Bruno pour un montant de CHF 23'100.00.**
- **d'autoriser la Municipalité à signer tous les actes relatifs à cette transaction.**

Le montant total de la vente sera comptabilisé sur le compte 310.435.00 / vente de terrain.

Nous vous en remercions par avance et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

Bonvillars, le 4 juin 2019

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic

Frédéric Piguet

MUNICIPALITÉ DE BONVILLARS

La Secrétaire

Nathalie Ryser

Annexe : plan de situation

Commune : Bonvillars
Bien-fonds : 499

Surface :

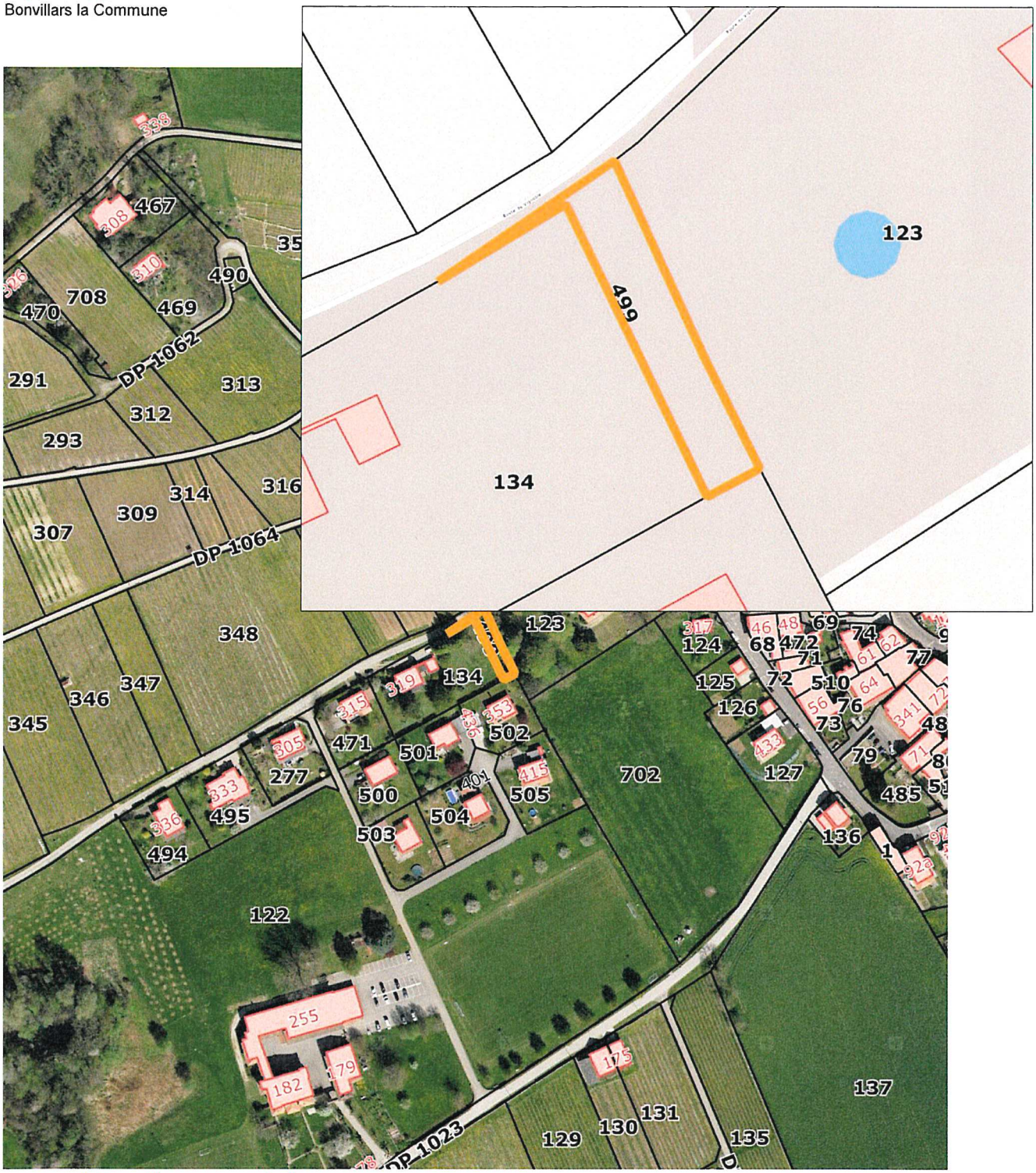
231 m²

Genre(s) de nature et bâtiment(s) :

Place-jardin	231 m²

Propriétaire(s) :

Bonvillars la Commune



Source : https://www.geo.vd.ch

Vente de terrain zone villa – parcelle 499

La commission, formée de Messieurs Jean-Pierre Duvoisin, Philippe Corthésy et du rapporteur Richard Ayala, s'est réunie le jeudi 13 juin 2019 à la salle de commune pour étudier ce dossier. Nous remercions Monsieur Frédéric Piguet, syndic de sa présence, ainsi que pour les compléments d'informations qu'il a apportés.

La parcelle 499 appartenant à la commune de Bonvillars, d'une surface de 231 m2 se trouve entre les parcelles 123 et 134. Cette parcelle ne peut pas être utilisée en tant que telle. Le premier propriétaire s'étant retiré. La municipalité est en possession d'une demande d'achat du propriétaire de la parcelle 134.

Afin de s'assurer que la parcelle n'était pas polluée, la Municipalité a procédé à l'analyse du sous-sol. Ce dernier est exempt de pollution. L'acquéreur s'engage à prendre à sa charge les frais de notaire, de géomètre et du registre foncier. La commune quant à elle prendrait en charge les frais liés à l'éclairage public.

La municipalité propose que le prix de vente soit à 100 CHF/m2 soit un montant de 23'100 CHF.

Cette parcelle sera ainsi assainie et pourra valoriser d'autant plus la parcelle 134

La commission des finances propose :

D'approuver la vente de cette parcelle tel que proposé.

Fait à Bonvillars, le 16 juin 2019.

Philippe Corthésy



Jean-Pierre Duvoisin



Richard Ayala

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 5/2019

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : Frédéric Piguet / tél. 024 436 13 79

Arrêté d'imposition 2020/2021

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Municipalité soumet à votre approbation l'arrêté d'imposition 2020/2021.

La Municipalité propose de ne pas baisser le taux d'imposition de 1 point, comme le transfert de la part communale au financement de l'AVASAD au canton le permettrait.

En 2019, le taux cantonal est de 154.5 points. En 2020, il se montera à 156 points, une augmentation de 1.5 point puisque le canton financera entièrement les prestations des CMS. En 2021, selon les prévisions le taux cantonal sera abaissé à 155 points.

Pour les 2 ans à venir (2020 & 2021) la Municipalité souhaite conserver le taux de 55 points au lieu de l'abaisser à 54 points. En effet, elle envisage d'engager un employé supplémentaire à 20 % au 1er janvier 2020.

Relevons aussi qu'en 2018, la valeur du point d'impôt à Bonvillars s'élevait à CHF 23'000.00 et que le taux de 55, pratiqué en 2019 est le plus bas du district du Jura-Nord Vaudois.

Vu ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre la décision suivante :

Le Conseil général de Bonvillars

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- ayant pris connaissance du préavis municipal no 5/2019
- entendu le rapport de la Commission des finances

Décide :

- **d'approuver l'arrêté d'imposition 2020/2021 tel que présenté.**

Nous vous en remercions par avance et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

Bonvillars, le 4 juin 2019

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic

Frédéric Piguet



La Secrétaire

Nathalie Ryser

Annexe : arrêté d'imposition 2020/2021

DIS/Service des communes et du logement

A retourner en 4 exemplaires daté et signé
à la préfecture pour le.....

District de ..... Jura Nord Vaudois
Commune de . Bonvillars

ARRETE D'IMPOSITION

pour les années 2020-2021

Le Conseil général/communal de..... Bonvillars

Vu la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (ci-après : LICom) ;

Vu le projet d'arrêté d'imposition présenté par la Municipalité,

arrête :

Article premier - Il sera perçu pendant 2 ans, dès le 1er janvier 2020, les impôts suivants :

1 **Impôt sur le revenu, impôt sur la fortune des personnes physiques, impôt spécial dû par les étrangers** **55 % (1)**

En pour-cent de l'impôt cantonal de base :

2 **Impôt sur le bénéfice et impôt sur le capital des personnes morales**

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : **55 % (1)**

3 **Impôt minimum sur les recettes brutes et les capitaux investis des personnes morales qui exploitent une entreprise**

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : **55 % (1)**

4 **Impôt spécial particulièrement affecté à des dépenses déterminées**

..... Pour-cent s'ajoutant à l'impôt sur le
..... revenu, le bénéfice et l'impôt minimum **néant**

(1) Le pour-cent doit être le même pour ces impôts.

5 **Impôt foncier proportionnel sans défalcation des dettes basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles**

Immeubles sis sur le territoire de la commune : par mille francs **1.-- Fr.**

Constructions et installations durables édifiées sur le terrain d'autrui ou sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier (art. 20 LICom) :
par mille francs **néant**

Sont exonérés :

a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;

b) les immeubles de l'Etat, des communes, des associations de communes, des fédérations de communes ou des agglomérations vaudoises, et de leurs établissements et fonds sans personnalité juridique, ainsi que les immeubles de personnes morales de droit public cantonal qui sont directement affectés à des services publics improductifs;

c) les immeubles des Eglises reconnues de droit public (art. 170 al.1 Cst-VD), des paroisses et des personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Eglises dans l'accomplissement de leurs tâches et des communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst-VD).

6 **Impôt personnel fixe**

De toute personne majeure qui a son domicile dans la commune au 1er janvier : **néant**

Sont exonérés :

a) les personnes indigentes;
b) l'exemption est de 50 % pour chacun des conjoints ou des partenaires enregistrés qui ne sont pas contribuables indépendants pour l'impôt sur le revenu et la fortune.
c) l'arrêté communal d'imposition peut décréter d'autres exonérations totales ou partielles.

7 **Droits de mutation, successions et donations**

a) Droits de mutation perçus sur les actes de transferts immobiliers :
par franc perçu par l'Etat **50 cts**

b) Impôts perçus sur les successions et donations : (1)

en ligne directe ascendante :	par franc perçu par l'Etat	**néant**
en ligne directe descendante :	par franc perçu par l'Etat	**néant**
en ligne collatérale :	par franc perçu par l'Etat	**60 cts**
entre non parents :	par franc perçu par l'Etat	**100 cts**

8 **Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux sociétés et fondations** (2).
par franc perçu par l'Etat **40 cts**

9 **Impôt sur les loyers**

(Cet impôt est dû par le locataire ou par le propriétaire occupant lui-même son immeuble)
Sur les loyers des immeubles situés sur le territoire de la commune pour-cent du loyer **néant**

Les loyers non commerciaux bénéficient des défalcations pour charges de famille suivantes :
.....

(1) Le nombre de centimes additionnels peut être d'autant plus élevé que le degré est plus éloigné.
(2) Cet impôt ne peut être perçu que par les communes qui prélèvent le droit de mutation sur les transferts d'immeubles

10 **Impôt sur les divertissements**

Sur le prix des entrées et des places payantes : **néant ou néant**

Notamment pour :
a) les concerts, conférences, expositions, représentations théatrales ou cinématographiques et autres manifestations musicales, artistiques ou littéraires;
b) les manifestations sportives avec spectateurs;
c) les bals, kermesses, dancings;
d) les jeux à l'exclusion des sports.

Exceptions :

.....

11 **Impôt sur les chiens** par franc perçu par l'Etat .....cts

(selon art.10 du règlement du 6 juillet 2005 concernant la perception de l'impôt sur les chiens) ou par chien **100 Fr.**

Catégories : ....Fr. ou

....cts

Exonérations : .....

.....

Choix du système de perception

Article 2. - Les communes ont le choix entre percevoir elles-mêmes leurs taxes et impôts ou charger l'administration cantonale de recouvrer ces éléments pour leur compte (art. 38 et 38a de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux LICom).

Échéances

Article 3. - La loi (annuelle) sur l'impôt (RSV, parution FAO en décembre) prévoit à son article 11 les termes généraux d'échéance.

Paiement - intérêts de retard

Article 4. - La commune fixe le taux d'intérêt de retard sur toute contribution impayée perçue directement par elle-même à .....% l'an. L'intérêt de retard court dès la fin d'un délai de paiement de trente jours après l'échéance de la contribution. A défaut, c'est la loi (annuelle) sur l'impôt qui s'applique (art. 13 al. 1).

Remises d'impôts

Article 5. - La municipalité peut accorder une remise totale ou partielle des impôts, intérêts de retard, majorations, rappels d'impôts et amendes, lorsque le paiement intégral frapperait trop lourdement le contribuable en raison de pertes importantes ou de tous autres motifs graves.

Infractions

Article 6. - Les décisions prises en matière d'amendes pour l'impôt cantonal sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice net, sur le capital et l'impôt minimum sont également valables pour l'impôt communal correspondant.

Soustractions d'impôts

Article 7. - Les soustractions d'impôts et taxes qui sont propres à la commune seront frappées d'amendes pouvant atteindre ..... fois (maximum huit fois) le montant de l'impôt ou de la taxe soustrait, indépendamment de celui-ci.
Elles sont prononcées par la municipalité sous réserve de recours à la commission communale de recours.

Commission communale de recours

Article 8. - Les décisions prises en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales peuvent faire l'objet d'un recours écrit et motivé, dans les 30 jours dès la notification du bordereau auprès de l'autorité qui a pris la décision attaquée, conformément à l'article 46 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LICom).

Recours au Tribunal cantonal

Article 9. - La décision de la commission communale de recours peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal dans les 30 jours dès sa notification.

Paiement des impôts sur les successions et donations par dation

Article 10. - Selon l'art. 1er de la loi du 27 septembre 2005 *"sur la dation en paiement d'impôts sur les successions et donations"* modifiant celle du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, la Commune peut accepter de manière exceptionnelle le paiement des impôts sur les successions et donations par dation selon les règles et procédures fixées par la loi cantonale du 27 septembre 2005.

Ainsi adopté par le Conseil général/communal dans sa séance du .....

L président : **le sceau :** **L secrétaire :**

Visa du Service des communes et du logement :

Arrêté d'imposition 2020/2021

La commission, composée de Messieurs Jean-Pierre Duvoisin, Philippe Corthésy et du rapporteur Richard Ayala, s'est réunie le jeudi 13 juin 2019 à la salle de commune pour étudier le dit arrêté. Nous remercions Monsieur le syndic, Frédéric Piguet, de sa présence, ainsi que pour les compléments d'informations qu'il a apportés.

La commission tient à compléter le l'arrêté d'imposition de la manière suivante :

La proposition de maintenir le taux à 55 points est positive. En effet, il serait illogique de descendre le taux et de le remonter ultérieurement. Cette capitalisation permettra d'engager un employé communal à 20%, cela afin de prêter main à l'employé actuel.

Les comptes de la commune, que nous verrons dans un second temps, étant déficitaires, cela nous permettra, en maintenant ce taux à 55 points, de ne pas continuer dans cette direction.

A noter qu'au niveau cantonal, en 2020, le taux sera de 156 points et de 155 points en 2021.

La commission des finances propose :

D'approuver le maintien du taux tel que proposé.

Fait à Bonvillars, le 16 juin 2019.

Philippe Corthésy

Ph Corthesy

Jean-Pierre Duvoisin

Richard Ayala

Conseil Général
1427 BONVILLARS

Bonvillars, le 13 novembre 2019

Aux membres du Conseil Général
de Bonvillars

Madame, Monsieur,

Le Conseil Général est convoqué pour une séance
le lundi 9 décembre 2019 à 20h00, salle de la Cour

Ordre du jour :

1. Adoption du procès-verbal de la séance du 24.06.2019
2. Assermentation
3. Communications du bureau du Conseil
4. Communications de la Municipalité
5. Préavis municipal no 6/2019 : équipement chemin sur la Vigne, rapport des commissions
6. Préavis municipal no 7/2019 : budget 2020, rapport de la commission des finances
7. Préavis municipal no 8/2019 : adoption du volet stratégique du plan directeur du Nord vaudois, rapport de la commission
8. Préavis municipal no 9/2019 : intention sur l'étude du projet de fusion des communes de Bonvillars et d'Onnens, rapport de la commission
9. Pétition « Sauvez Chasseron – Creux du Van », rapport de la commission
10. Nomination d'un délégué auprès de l'ASIGE (écoles)
11. Motions, interpellations, questions.

Le Président

Observations

1) Les documents pour cette séance seront mis à disposition des conseillers sur le site Internet de la Commune de Bonvillars à partir du **20.11.2019**.
Ci-dessous la procédure d'accès à ces documents :
- cliquer sur le mot « intranet » à droite en haut de l'écran d'accueil
- identifiant = conseil
- mot de passe = **BL48DV**

2) Chaque conseiller est prié de vérifier les indications le concernant sur la « liste des conseillers généraux » qui figurent également sur le site.

3) Les conseillers qui ne disposent pas d'accès Internet peuvent demander une copie papier de ces documents au no de tél. 024 436 16 75 et cela avant le jeudi 05.12.2019.

CONSEIL GENERAL DE BONVILLARS

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 24 JUIN 2019

ORDRE DU JOUR

1. Assermentation de nouveaux membres
2. Adoption du procès-verbal de la séance du 17.12.2018
3. Communications du bureau du Conseil
4. Communications municipales
5. Information des délégués dans les associations intercommunales
6. Gestion 2018 - Rapport de la commission de gestion
7. Préavis 2/2019 - Comptes 2018, rapport de la commission
8. Préavis 1/2019 – Règlement du cimetière et tarif des inhumations, rapport de la commission
9. Préavis 3/2019 – Demande de crédit, rapport de la commission des finances
10. Préavis 4/2019 – Vente de terrain, rapport de la commission des finances
11. Préavis 5/2019 – Arrêté d'imposition 2020/2021, rapport de la commission des finances
12. Nomination Président et Vice-président
13. Nomination Bureau
14. Nomination commission des finances et commission de gestion
15. Motions, interpellations, questions

Le président, Edouard Duvoisin, déclare l'assemblée ouverte à 20h00. Le quorum est atteint, l'assemblée compte 31 conseillers, et peut délibérer valablement.

Ordre du jour

Aucune modification n'est demandée, il sera suivi tel que présenté.

1. Assermentation de nouveaux membres

Aucune assermentation n'est demandée.

2. Adoption du procès-verbal de la séance du 17.12.2018

Le procès-verbal est accepté à l'unanimité.

3. Communications du bureau du Conseil

Le président lit la démission de Nathalie Rais.

Le conseil a reçu deux lettres concernant le projet de carrière du « Bois de la Côte», sur la commune de Concise. Une de l'entreprise Marti et une du comité référendaire.

Le préfet a demandé que conformément à la loi sur les communes une suite soit donnée à la pétition « sauvez le Chasseron-Creux du Van ». Le bureau doit nommer une commission ; le sujet a déjà été débattu et refusé au Grand Conseil. Cette pétition sera à l'ordre du jour de la prochaine séance du Conseil général.

4. Communications municipales

Christiane Gri :

Nous avons accepté récemment de diminuer notre consommation d'énergie. Ce problème concerne chaque citoyen, mais aussi les communautés. La Municipalité a décidé de diminuer l'éclairage public en changeant les ampoules, l'économie financière se monte à frs 3000.- par an. Face à la pollution lumineuse et à quelques réclamations de citoyens, la Municipalité a décidé d'éteindre les réverbères de 23h30 à 5h00 du matin au centre du village. Plus tard, il se peut que cette décision s'étende aux pourtours de la localité. L'opération à l'essai commencera le 1er juillet 2019.

Frédéric Piguet :

- Suite à la demande du dernier conseil, la Municipalité a écrit une lettre d'opposition à la décharge des Echatelards au SDT (Service du Développement Territorial).
- Les Municipaux ont suivi une séance d'information sur la gravière du Mont-Aubert.
- Les propriétaires concernés de la zone village sont convoqués pour une séance d'information au sujet des travaux du nouveau PGA.
- Après 3 ans de procédure, le poulailler prévu à l'entrée du village ne se construira pas.
- Un défibrillateur sera posé dans la commune, un cours commun avec les personnes intéressées d'Onnens aura lieu.
- Lors de la dernière séance de l'ASIGE, trois projets de dépenses pour des constructions à Grandson, Concise et Champagne, sans passer par des commissions, ont été reportés. Il faudra prévoir une augmentation de plus de 59% en 6 ans si ces projets aboutissent. Les chiffres sont vertigineux. Actuellement Bonvillars paie frs 190'701.-, pour 2025 (aboutissement prévu des travaux) il faudra ajouter frs 35'516.- pour la salle de sport à Borné Nau, 15'506.- pour l'extension de Grandson et frs 5'582.- pour celle de Concise, tandis que le nouveau collège de Champagne nous coûtera frs 69'786.-. Notre budget annuel se montera alors à frs 126'390.-. Si les locaux de Bonvillars ne sont pas utilisés, les frais seront encore plus impressionnants, puisque l'utilisation de ceux-ci rapporte frs 78'579.-.

5. Information des délégués dans les associations intercommunales

Valentine Meylan lit le mail de Victor Fernandes, présent lors de la dernière assemblée de l'ASIGE. Deux nouveaux membres sont à élire au comité directeur. Comme susmentionné plus haut, les préavis concernant les travaux d'agrandissement du collège de Grandson et de la construction du nouveau collège de Champagne ont suscité passablement de débats.

6. Gestion 2018

Catherine Rome lit le rapport de la commission de gestion.

Frédéric Piguet : précise que l'employé communal, à bientôt 60 ans, n'arrive plus à suivre. Les travaux de désherbage du cimetière ont été confiés à Cédric Meusy. Quand une commune décide de faire une désaffection de cimetière, elle se fait entièrement. Une tombe, même bien entretenue, ne peut pas être gardée si elle se trouve dans les dates concernées.

Avec une abstention, les conseillers acceptent à la majorité la gestion 2018.

7. Préavis 2/2019 : comptes 2018

Richard Ayala lit le rapport de la commission des finances.

Frédéric Piguet : la Municipalité était très contente avant le passage de la fiduciaire, car le bénéfice se montait à frs 186'582.- cette année. Cependant, avec cette politique de confiscation de la péréquation, de la facture sociale et de la gendarmerie, on vous présente un léger déficit de frs 5'313.15. Avec ce système, nous tournons, mais juste ! Le Canton devrait reprendre à sa charge la péréquation financière, afin que les communes puissent continuer à se gérer. Notre facture s'est élevée à frs 799'763.-.

La discussion n'étant plus demandée, les comptes communaux 2018, avec un déficit de CHF 5'313.15, ainsi que les comptes de la STEP sont approuvés à l'unanimité.

8. Préavis 1/2019 : Règlement du cimetière et tarif des inhumations

En l'absence du rapporteur, Jean-Frédéric Leuenberger lit le rapport de la commission. La commission propose des modifications aux art. 7 et 15.

Frédéric Piguet : la Municipalité accepte les changements proposés à l'article 7 et à la fin de l'article 15, mais refuse la proposition de la commission pour le changement du début de l'article 15.
Jean-Frédéric Leuenberger : si on nomme un préposé aux inhumations, c'est à lui de décider si oui ou non l'enfouissement dans une tombe existante est possible. Je demande que l'autorité communale soit après le préposé.
Rose-Marie Duvoisin : si on limite à deux urnes, c'est pour une question de place ?
Frédéric Piguet : le jardin du souvenir est soit privatif, soit collectif. On s'est limité à deux urnes en regardant sur les règlements des cimetières des autres communes.
Rose-Marie Duvoisin : je pose la question pour les petites tombes du jardin du souvenir.
Frédéric Piguet : il faut que je relise le règlement, je ne peux pas vous répondre ainsi.
Nathalie Ryser : dans l'article 26, il est précisé que l'on peut mettre quatre urnes par pupitre.

L'article 7, soit « L'inhumation, dépôt d'urnes ou de cendres ne peut avoir lieu que si le préposé aux sépultures en a donné l'autorisation. Etc. » est accepté comme écrit ci-dessus, avec 1 abstention.

Le début de l'article 15, soit « Sur demande spéciale, l'Autorité communale ou le préposé aux sépultures peut autoriser l'enfouissement d'une urne dans une tombe existante. » restera comme proposé, puisque la proposition de commencer par « le préposé aux sépultures » a été refusée par 8 conseillers, 6 ayant acceptés et 10 s'étant abstenus.

La fin de l'article 15 changé sur une proposition de la commission est acceptée à la majorité, avec 3 abstentions. Il sera ainsi libellé : « L'inhumation d'une ou deux urnes cinéraires au maximum dans une tombe à la ligne ou dans une concession préexistante n'a pas pour effet de prolonger l'échéance des délais de désaffectation prévus à l'article 71 RDSPF. »

Après ces différentes modifications, le règlement du cimetière est accepté à la majorité, avec 1 abstention.

9. Préavis 3/2019 : demande de crédit

Richard Ayala lit le rapport de la commission des finances.

Frédéric Piguet : les travaux viennent d'être effectués, ils nous permettent de diminuer la péréquation.

Cette demande de crédit extrabudgétaire, concernant la réfection de la route de l'Arnon, devait être payée par une dépense d'investissement. La Municipalité demande de payer ces travaux par la trésorerie courante. Cette demande est acceptée à la majorité, avec 1 abstention.

10. Préavis 4/2019 : Vente de terrain

Richard Ayala lit le rapport de la commission des finances.

Jean-Frédéric Leuenberger : vendre cette parcelle à frs 100.-/m2 n'est pas suffisant quand on sait le prix dans notre région. Elle pourrait être vendue le double ! Y a-t-il des servitudes sur cette parcelle ?
Jean-Michel Jaquier : le prix fixé à frs 100.- paraît très peu, le prix devrait plutôt être à frs 400.-.
Frédéric Piguet : la parcelle se trouve entre les propriétés de Jocelyne Bruno, Marc Rotzetter et Madeleine et Frédéric Piguet. C'est un tout petit bout de terrain. Comme le fils de Mme Bruno est intéressé, ce terrain sera pris en charge par le propriétaire, ce sera des frais en moins pour la commune.
Daniel Rappo : le terrain a été analysé et il n'est pas pollué.
Frédéric Piguet : on ne fait pas beaucoup d'argent si on vend ce terrain, mais il est inexploitable pour la commune.
Jean-Michel Jaquier : le propriétaire est-il obligé d'avoir ces 100 m2 supplémentaires pour pouvoir construire ?
Frédéric Piguet : dans la situation actuelle, il est obligé, car il faut avoir 1000m2 pour pouvoir construire d'après le règlement communal.
Daniel Rappo : la parcelle fait 2035 m2, dont 139 m2 pour l'habitation.

La vente de la parcelle à frs 100.-/m2 est acceptée par 11 conseillers, 7 avis contraires et 9 abstentions.

11. Préavis 5/2019 : arrêté d'imposition 2020/2021

Richard Ayala lit le rapport de la commission des finances.

Jean-Frédéric Leuenberger : notre point d'impôt est-il toujours lié à celui d'Onnens ?
Frédéric Piguet : non, Onnens est à 65 % de points d'impôts. On a décidé de laisser ainsi en espérant que l'on puisse prendre un employé communal supplémentaire à 20 %.
Jean-Michel Jaquier : notre taux d'imposition a-t-il une relation avec la facture sociale ?
Frédéric Piguet : c'est difficile de répondre, ils sont toujours en train de changer leurs calculs. Dès qu'il y a de l'argent, ils le prennent !

L'arrêté d'imposition 2020/2021 avec un taux d'imposition à 55 % de l'impôt cantonal de base est accepté à l'unanimité.

12. Nomination Président et Vice-président

D'après le nouveau règlement, que l'on va vous distribuer tout à l'heure, l'élection du président peut se faire tacitement si une seule personne se présente.

Libero Zuppiroli, vice-président, demande à Edouard Duvoisin, président, s'il se porte à nouveau candidat. Suite à sa réponse positive et sans aucune autre proposition, il est élu tacitement.

Libero Zuppiroli se portant toujours candidat est élu également tacitement. Tous les deux sont applaudis.

13. Nomination Bureau

Christiane Duvoisin et Monique Berney sont élues scrutatrices, tandis que Myriam Kaczor et Anne-Marie Stevanin sont élues au poste de scrutatrices suppléantes.

14. Nomination commission des finances et commission de gestion

Les commissions seront constituées ainsi :

Commission des finances :	Philippe Corthésy	rapporteur
	Jean-Pierre Duvoisin	membre
	Christoph Junod	membre
	Alessandra Stevanin	suppléant
	Christiane Baudraz	suppléant
Commission de gestion	Rose-Marie Duvoisin	rapporteur
	Antoine Duvoisin	membre
	Claude Bally	membre
	Bruno Boudier	suppléant
	Gérard Baudraz	suppléant

15. Motions, interpellations, questions

Anne-Marie Stevanin : ne pourrait-on pas se passer de sapins lors de nos manifestations ? ils étaient mal mis et les fleurs sont horribles.
Daniel Rappo : la commune n'en a plus.
Christoph Junod : de toutes façons, la source va se tarir, il n'y aura bientôt plus de sapins.
Daniel Rappo : la jeunesse devra trouver une autre solution.
Adrien Corthésy : cette tradition a complètement lieu d'être, on pourrait réduire les sapins, sans les annuler.
Dominique Etter : on pourrait proposer une décoration de fontaines pour les remplacer.
Claude Bally : la jeunesse n'est pas totalement responsable, le vent s'en est mêlé.
Daniel Rappo : il n'y a pas de servitude sur le terrain que l'on vient de décider de vendre.
Denise Rotzetter : combien coûtent à la commune les réfugiés habitants à Bonvillars ?
Frédéric Piguet : l'écolage pour l'arrondissement scolaire, l'appartement est payé par l'EVAM.
Claude Bally : Thérèse Aubert du département de la précocité peut aider ces gens, créer des liens, car ils ont probablement besoin d'un appui différent.

Frédéric Piguet : un assistant social les voir une fois par semaine, on essaie de faire face à l'indolence de monsieur face à sa « recherche » de travail.
Valentine Meylan : étant enseignante d'un enfant de cette famille, je peux vous dire que les enfants sont très bien intégrés au niveau de leur classe.
Adrien Corthésy : ne pourrait-on pas mettre une modeste grille et un bout de canalisation pour vider l'eau de la route sur le chemin qui descend à la scierie Ray ?
Frédéric Piguet : il faudrait demander un devis, mettre au budget et trouver un peu de sous… et en attendant, quand il pleut, passer par la route cantonale.
Jean-Michel Jaquier : je trouve qu'on devrait faire l'extinction des feux à 22h00, et aussi à l'extérieur du village. Il y a deux candélabres qui polluent ma nuit.
Frédéric Piguet : remercie Edouard Duvoisin qui mène très bien les débats et remercie les conseillers d'avoir accepté tous les préavis à l'ordre du jour.
Libero Zuppiroli : ne pourrait-on pas mettre un abri bus plus beau au bas du village ?
Frédéric Piguet : la vitre abîmée à l'abri bus va être changée. L'assurance refuse d'entrer en matière pour son remboursement, car c'est l'employé communal qui l'a cassée avec la tondeuse. Pour l'instant, on va laisser celui-ci.
Adrien Corthésy : remercie la municipalité pour le bon contrôle des parcages dans la commune, mais demande pourquoi, à la rue des Juifs 10, on se permet de se parquer toujours au milieu de la rue ?
Christiane Gri : j'en ai les bras ballants, j'ai déjà fait plusieurs remarques, les gendarmes passent. Il y a des gens comme ça, même les amendes ne leur font rien.

L'assemblée est levée à 21h45

Le Président : La Secrétaire :

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 6/2019

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : François Jaquier
079 432 81 20 – francois.jaquier@bonvillars.ch

Equipement Ch. Sur la Vigne

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Le chemin Sur la Vigne entre les propriétés no 276 (M. Buriquet –Mme M. Maeder) et no 526 (Mmes M. Besson, Gothuey, Kühne et Vadi) n'est pas équipé pour raccorder aux collecteurs d'eaux usées, d'eau claire et d'eau potable les constructions mises à l'enquête publique sur la parcelle no 279, propriété de M. Fardel.

En juin 2019, le bureau AAWI nous a fait parvenir une demande de mise à l'enquête publique, pour la construction de 2 villas familiales en PPE sur la parcelle no 279.

Dans sa séance du lundi 17 juin 2019, la Municipalité a accepté d'ouvrir l'enquête publique.

La commune est tenue de relier les bâtiments aux équipements existants, selon les articles de la loi LAT no 19, LATC no 45 et 50 du droit fédéral et vaudois de la Constitution.

Travaux à effectuer

- Pose d'un collecteur eaux usées
- Pose d'un collecteur d'eaux claires
- Pose d'un distributeur d'eau potable

Au vu de ce qui précède, nous demandons au Conseil général de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

Le Conseil général de Bonvillars

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour.
- ayant pris connaissance du préavis municipal no 6/2019.
- entendu le rapport des commissions chargées d'étudier cet objet.

Décide :

1) **d'autoriser la Municipalité à réaliser les travaux d'extension des collecteurs et distributeur d'eaux au réseau communal existant pour le chemin Sur la Vigne.**

2) **d'accorder un crédit de CHF 58'320.00 pour la réalisation des travaux suivants**

- **Travaux de génie civil**		**CHF**	**36'000.00**
- **Conduites souterraines**		**CHF**	**11'000.00**
- **Déplacement éclairage public**		**CHF**	**2'000.00**
- **Divers et imprévus**		**CHF**	**5'000.00**
	Total HT	**CHF**	**54'000.00**
	TVA 8%	**CHF**	**4'320.00**
	Total devis	**CHF**	**58'320.00**

Financement : trésorerie courante
Amortissement : sur 20 ans, compte d'investissement no 1410.32

Nous vous en remercions par avance et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

Bonvillars, le 1er octobre 2019

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic
Frédéric Piguet

MUNICIPALITE DE BONVILLARS

La Secrétaire
Nathalie Ryser

Préavis 6/2019 : Équipement Ch. Sur la Vigne

Rapport de la commission

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

La commission chargée d'étudier le préavis 6/2019, composée Willy Viguet, Sébastien Gri et Claire Javet, rapporteur, s'est réunie le mercredi 20 novembre à la Maison de Commune. Elle y a rencontré M. François Jaquier, municipal, qu'elle remercie pour les informations et explications qu'il a été en mesure de donner.

Le préavis porte sur l'équipement de la parcelle n° 279, parcelle pour laquelle un permis de construire a été accordé, comme cela a été confirmé à la commission. La commune est donc tenue de permettre le raccordement des futurs bâtiments aux collecteurs d'eaux usées, d'eau claire et d'eau potable. La proposition de la Municipalité est conforme à la pratique habituelle.

La Municipalité n'a pas estimé nécessaire de demander une étude préalable à un bureau d'ingénieur, jugeant qu'une entreprise de travaux publics est compétente en la matière et que ce choix entraîne une économie substantielle. La commission abonde dans ce sens.

En conséquence, la commission recommande au Conseil général de Bonvillars d'accepter le préavis 6/2019 tel qu'il a été présenté par la Municipalité.

Bonvillars, le 25.11.2019

Willy Viguet W. Viguet

Sébastien Gri

Claire Javet (rapporteur) Claire Javet

Bonvillars le 25 novembre 2019

Rapport de la Commission des Finances:

Concerne : Préavis municipal n°6/2019
Equipement Chemin sur la Vigne

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

La Commission formée de M.Jean-Pierre Duvoisin, M.Christophe Junod et du rapporteur, M. Philippe Corthésy, s'est réunie le lundi 18 novembre 2019, à la salle communale, afin d'étudier le dit préavis.

Nous remercions M. François Jaquier ; municipal, pour sa présence, ainsi que pour les explications qu'il nous a fournies.

La Commission se rallie à l'avis de la Municipalité concernant :

1) L'équipement de la parcelle n°279, propriété de M.Fardel, en eau claire, eau usée et eau potable.

2) Donne dès lors son accord pour la réalisation des travaux, à hauteur de CHF 58'320 frs.

3) Un amortissement sur une durée de 20 ans.

4) Le financement trésorerie courante

Nous proposons donc aux membres du Conseil Général de bien vouloir accepter le préavis tel que présenté.

Jean-Pierre Duvoisin | Christophe Junod | Philippe Corthésy

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 7/2019

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : Frédéric Piguet
024 436 13 79 – frederic.piguet@bonvillars.ch

Budget 2020

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous soumettons à votre approbation le budget pour l'année 2020.

Le budget met en évidence les éléments suivants :

Charges	**CHF**	**2'342'092.00**
Produits	**CHF**	**2'075'926.00**
Excédent de charges	**CHF**	**266'166.00**
Amortissements légaux	**CHF**	**143'898.10**

Quelques informations :

Conseil général
Cpte. 101.306.00 : CHF 5'000.00 dans le cadre du projet de fusion.

Municipalité
Cpte 102.306.00 : CHF 5'000.00 dans le cadre du projet de fusion.

Administration
Cpte. 110.301.01 : Pour plus de clarté, le traitement de l'employé communal (M. Fernandes) n'a pas été ventilé dans les différents postes.

Cpte. 110.301.02 : Un second employé communal sera engagé à 60% et non à 20% comme prévu initialement ; il reprendra la conciergerie de la grande salle et de l'école, et viendra seconder M. Fernandes.

Cp. 110.351.00 : Augmentation de la participation aux transports publics.

Impôts
Cpte 210.401.01 : Difficile de prévoir le montant payé par les personnes morales.

Parcs, promenades, cimetière
Cp. 440.314.00 : Désaffectation partielle du cimetière, arrachage d'arbustes et remise en état (prairie, plantations).

Défense contre l'incendie
Cpte 650.301.02 : Légère augmentation de la contribution par habitant.

Prévoyance sociale cantonale
Cpte 720.351.01 : Forte augmentation de la participation des communes due à l'augmentation des places d'accueil.

Service des eaux
Cpte 810.435.00 : Augmentation du prix de l'eau.

Au vu de ce qui précède, nous demandons au Conseil général de bien vouloir prendre la décision suivante :

Le Conseil général de Bonvillars

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour.
- ayant pris connaissance du préavis municipal no 7/2019.
- entendu le rapport de la commission des finances.

Décide :

1) d'approuver le budget communal 2020 tel que présenté.

2) d'approuver le budget de la STEP 2020 tel que présenté

Le présent préavis ainsi que les documents annexes ont été adoptés par la Municipalité dans sa séance du 4 novembre 2019.

Nous vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic	La Secrétaire
Frédéric Piguet	Nathalie Ryser

Annexes : budget 2020
tableau des amortissements

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2020 Charges	Budget 2020 Revenus	Budget 2019 Charges	Budget 2019 Revenus	Comptes 2018 Charges	Comptes 2018 Revenus
1	**ADMINISTRATION GENERALE**	**418'174**	**58'300**	**273'150**	**63'500**	**252'900.52**	**58'271.90**
101	**Conseil général**	**11'000**	**0**	**5'500**	**0**	**5'012.80**	**0.00**
300.00	Jetons de présence-Commissions-Bureau	5'000		4'500		4'923.00	
306.00	Ind.et remboursement de frais	5'500		500		0.00	
310.00	Imprimés et fournitures de bureau	500		500		89.80	
102	**Municipalité**	**32'200**	**0**	**27'100**	**0**	**25'529.40**	**0.00**
300.00	Traitement des municipaux	25'000		25'000		23'645.80	
306.00	Ind.et remboursement de frais	7'000		2'000		1'744.00	
309.00	Autres charges	200		100		139.60	
110	**Administration**	**362'974**	**56'000**	**228'850**	**61'500**	**210'626.82**	**55'981.40**
301.00	Traitement du personnel administration	60'000		59'000		57'144.05	
301.01	Traitement du personnel exploitation	71'000		0		0.00	
301.02	Traitement du 2ème employé	41'000		0		0.00	
303.00	Assurances sociales	36'000		29'000		28'285.10	
304.00	Caisse de retraite	26'500		20'500		20'026.40	
305.00	Assurances accident et maladie	13'000		12'000		12'860.90	
306.00	Indemnisation et remboursement de frais	1'000		1'000		1'542.90	
309.00	Autres charges	500		500		168.90	
310.00	Imprimés et fournitures de bureau	2'500		3'500		1'874.35	
310.01	Journaux, annonces off., textes légaux, etc.	4'500		4'000		4'517.05	
310.02	Site web	7'500		7'500		0.00	
310.03	Géoportail	7'500		7'500		0.00	
311.00	Achat mobilier et matériel	1'000		1'000		0.00	
311.01	Maintenance et petit matériel informatique	12'000		15'000		7'425.45	
317.00	Réceptions et manifestations	4'000		3'500		4'354.80	
318.00	Honoraires et prest. service, assurances	18'000		15'000		21'836.12	
318.01	Natel: 079 424.30.63	500		750		332.45	
318.04	Frais de poursuites et de rappels	200		100		114.20	
319.00	Taxes, cotisations et divers	10'000		9'000		9'730.40	
351.00	Part à des charges cantonales	37'274		32'000		30'615.90	
352.00	Part à des charges autres comm.	1'000		1'000		717.85	
365.00	Dons, aides et subventions casuels	8'000		7'000		9'080.00	
431.00	Emoluments		5'500		7'000		5'345.60
434.00	Romande Energie, droit du sol		43'000		43'000		43'467.70
435.00	Ventes et prestations de service		6'000		6'000		6'427.75
436.00	Remboursement de tiers (APG), ass. div. et AVS		1'000		5'000		200.35
465.00	Participations et subventions de tiers		500		500		540.00
150	**Affaires culturelles et de loisirs**	**4'800**	**0**	**4'700**	**0**	**4'702.50**	**0.00**
351.00	Loi sur école de musique LEM	4'800		4'700		4'702.50	
160	**Tourisme**	**7'200**	**2'300**	**7'000**	**2'000**	**7'029.00**	**2'290.50**
352.00	Part Maison des Terroirs	7'200		7'000		7'029.00	
406.06	Taxe de séjour résidences secondaires		2'300		2'000		2'290.50

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2020 Charges	Budget 2020 Revenus	Budget 2019 Charges	Budget 2019 Revenus	Comptes 2018 Charges	Comptes 2018 Revenus
2	**FINANCES**	**465'167**	**1'320'459**	**406'904**	**1'314'292**	**515'178.64**	**1'575'504.14**
210	**Impôts**	**12'500**	**1'140'600**	**12'500**	**1'095'400**	**11'694.64**	**1'377'131.44**
318.00	Frais de perception des impôts	8'000		8'000		7'799.19	
321.00	Intérêts bonifiés impôts	1'000		3'000		558.48	
329.00	Défalcations	3'000		1'000		3'191.12	
330.00	Défalcations	500		500		145.85	
400.01	Impôt sur le revenu		820'000		790'000		821'543.02
400.02	Impôt sur la fortune		120'000		120'000		120'473.71
400.03	Impôt à la source		4'000		5'000		3'867.89
401.01	Impôt sur le bénéfice personnes morales		25'000		15'000		208'114.85
401.02	Impôt sur le capital personnes morales		200		200		239.30
401.03	Impôt complémentaire sur les immeubles p.m.		5'000		5'000		15'490.80
402.00	Impôt foncier		110'000		105'000		108'679.20
404.00	Droits de mutation		20'000		20'000		53'064.45
405.00	Impôt sur les successions et donations		5'000		5'000		4'786.30
406.01	Impôt sur les chiens		3'400		3'200		3'054.45
422.00	Intérêts de retard		3'000		2'000		5'683.92
441.00	Recettes sur les gains immobiliers		15'000		15'000		22'048.90
441.01	Impôt des frontaliers		10'000		10'000		10'084.65
220	**Finances**	**434'000**	**179'859**	**375'737**	**218'892**	**484'817.00**	**198'372.70**
352.00	Partic.des communes, péréquation, EtaCom.	434'000		375'737		484'817.00	
352.01	Péréquation, décompte année précédente	0		0		0.00	
422.00	Revenu des capitaux du patrimoine financier		41'000		36'000		41'093.70
452.00	Partic.des com.,bouclement cpte rég. Etatcom		138'859		182'892		154'533.00
452.01	Péréquation année précédente		0		0		2'746.00
230	**Amortissement et réserve non-ventilés**	**18'667**	**0**	**18'667**	**0**	**18'667.00**	**0.00**
331.00	Amortissement obl. patrim. administratif	18'667		18'667		18'667.00	
3	**DOMAINES ET BATIMENTS**	**327'350**	**496'567**	**356'305**	**466'667**	**391'463.97**	**489'965.37**
310	**Terrains**	**1'000**	**12'500**	**2'000**	**12'500**	**6'153.10**	**12'375.60**
301.00	Traitement de l' employé communal	0		1'000		780.00	
314.00	Entretien des terrains	1'000		1'000		5'373.10	
423.00	Locations des terrains		12'500		12'500		12'375.60
435.00	Vente de terrain		0		0		0.00
320	**Forêts**	**157'300**	**97'500**	**131'755**	**72'500**	**172'960.97**	**108'744.10**
300.00	Vacations des municipaux	1'200		1'200		1'279.40	
308.01	Ass.-Exploitation, coupes, plantations	87'500		71'500		99'845.65	
308.02	Ass.-Entretien des plantations	25'000		15'500		23'748.50	
308.03	Débardage-Epareuse-Broyage	2'000		2'000		1'059.75	
309.00	Autres charges	1'000		1'000		584.25	
310.00	Journaux, annonces, bureau, cotisations	600		555		660.00	
314.01	Entretien des chemins	8'000		8'000		19'140.65	

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2020 Charges	Budget 2020 Revenus	Budget 2019 Charges	Budget 2019 Revenus	Comptes 2018 Charges	Comptes 2018 Revenus
352.00	Participation garde-forestier	32'000		32'000		26'642.77	
435.01	Vente de bois de service		80'000		60'000		70'434.17
435.02	Vente de bois d'industrie		0		0		0.00
435.03	Vente de bois de feu		11'000		6'000		16'791.68
444.00	Subsides		6'500		6'500		21'518.25
330	**Vignes**	**45'300**	**101'900**	**76'300**	**102'900**	**83'594.25**	**102'311.55**
301.00	Traitement de l'employé communal	0		31'000		35'930.80	
301.01	Traitement du personnel	24'000		22'000		24'224.90	
311.00	Achat de matériel, machines	2'000		2'000		996.70	
313.00	Achats produits, engrais, plants	7'000		10'000		10'022.40	
313.01	Achat de bouteilles	2'000		2'000		3'645.00	
315.00	Tracteur	1'500		1'500		1'439.55	
319.00	Cotisations et divers	4'500		3'500		3'034.90	
331.00	Amortissement tracteur	4'300		4'300		4'300.00	
435.00	Vente de vin		500		1'000		942.00
435.01	Vente de raisin		100'000		100'000		100'010.05
435.02	Dividendes s/parts sociales		1'000		1'500		959.50
437.00	Location vignes		400		400		400.00
340	**Bâtiments-Patrimoine administratif**	**17'500**	**0**	**21'000**	**0**	**16'680.25**	**0.00**
300.00	Vacations des municipaux	2'000		3'000		918.40	
301.00	Traitement de l'employé communal	0		3'000		1'500.00	
315.00	Entretien du matériel	1'000		500		664.50	
318.00	Assurance incendie	10'500		10'500		8'940.55	
319.00	Dégâts d'eau et bris de glaces	4'000		4'000		4'656.80	
351	**Grande salle**	**25'800**	**24'500**	**30'800**	**24'500**	**33'639.80**	**20'380.00**
301.00	Conciergerie	0		5'000		4'134.55	
301.01	Traitement de l'employé communal	0		1'000		410.00	
311.00	Achat de matériel-engins	2'000		1'000		6'470.60	
312.00	Electricité, chauffage	10'000		10'000		10'071.90	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	2'000		2'000		634.90	
314.00	Entretien du bâtiment	2'000		2'000		3'117.85	
315.00	Entretien du mobilier et matériel	1'000		1'000		0.00	
331.01	Amortissement Etude Grande Salle	8'800		8'800		8'800.00	
427.00	Locations diverses		2'000		2'000		1'700.00
427.01	Locations groupement scolaire		22'500		22'500		18'680.00
352	**Le Moulin**	**11'850**	**53'600**	**12'850**	**53'600**	**5'536.75**	**50'385.95**
301.00	Traitement de l'employé communal	0		500		0.00	
311.00	Achat de matériel, mobilier	2'000		2'000		445.90	
312.00	Electricité, chauffage	5'500		5'000		4'322.80	
312.01	Electricité, locaux de service	150		150		118.00	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	200		200		259.10	
314.00	Entretien du bâtiment	4'000		5'000		390.95	
427.02	Location Corthésy		18'000		18'000		16'885.22
427.03	Location Parenté		22'000		22'000		21'119.23
427.04	Location Fernandes J.		13'600		13'600		12'381.50

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2020 Charges	Budget 2020 Revenus	Budget 2019 Charges	Budget 2019 Revenus	Comptes 2018 Charges	Comptes 2018 Revenus
353	**Collège**	**27'000**	**97'067**	**34'500**	**97'067**	**26'651.85**	**97'098.80**
301.00	Conciergerie	1'000		13'000		11'608.50	
301.01	Traitement de l'employé communal	0		500		0.00	
311.00	Achat de matériel, mobilier	1'000		1'500		183.90	
312.00	Electricité, chauffage	13'000		13'000		12'047.80	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	2'000		500		70.20	
314.00	Entretien du bâtiment	10'000		6'000		2'741.45	
427.00	Location appartement		28'000		28'000		28'800.00
427.01	Locations classes		42'000		42'000		41'232.15
427.02	Participation à l'amortissement		18'667		18'667		18'666.65
427.04	Location triage forestier 7		8'400		8'400		8'400.00
354	**Eglise**	**5'000**	**100**	**5'500**	**300**	**5'389.15**	**263.45**
301.00	Conciergerie	800		800		572.65	
301.01	Traitement de l'employé communal	0		0		75.00	
312.00	Electricité, chauffage	1'500		2'000		2'372.30	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	500		500		53.15	
314.00	Entretien du bâtiment	1'000		1'000		1'280.00	
318.00	ECA, assurance incendie	1'200		1'200		1'036.05	
427.00	Mariage		100		300		0.00
451.00	Participation d'autres communes		0		0		263.45
355	**Maison de Commune**	**10'400**	**0**	**9'600**	**0**	**18'163.60**	**1'500.00**
301.00	Conciergerie	1'400		1'400		1'423.75	
311.00	Achat de matériel, mobilier	2'000		2'000		11'347.05	
312.00	Electricité, chauffage	2'000		2'200		1'704.15	
314.00	Entretien des bâtiments	3'000		2'000		1'700.00	
318.00	Téléphone (024) 436.12.50	2'000		2'000		1'988.65	
465.00	Participation de tiers (subsides)		0		0		1'500.00
356	**Ancienne Poste**	**6'600**	**46'100**	**6'500**	**42'700**	**8'879.45**	**39'315.85**
312.00	Electricite, chauffage	4'600		4'500		3'570.20	
314.00	Entretien	2'000		2'000		5'309.25	
427.01	Location Ayala		14'000		14'000		13'194.50
427.02	Location Krebs - Curtis		20'700		20'700		18'994.75
427.03	Location Fivaz		0		8'000		7'126.60
427.04	Location Meylan		11'400		0		0.00
357	**La Cour locatif**	**8'100**	**37'800**	**9'000**	**37'200**	**9'849.55**	**34'623.07**
312.00	Electricité, chauffage	4'500		4'000		4'151.75	
312.01	Electricité garage	600		600		508.85	
314.00	Entretien des bâtiments	3'000		4'400		5'188.95	
427.01	Location Colin appartement		11'000		11'000		7'663.95
427.02	Location Colin studio		6'000		6'000		6'000.00
427.03	Location Parente José		0		0		-109.88
427.04	Location local pompiers		3'400		3'400		3'468.00
427.05	Location EVAM		17'400		16'800		17'601.00
358	**La Combaz**	**10'000**	**25'000**	**10'000**	**22'900**	**3'115.25**	**22'867.00**
314.00	Entretien des bâtiments	10'000		10'000		3'115.25	
427.00	Location du chalet		25'000		22'900		22'867.00

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2020 Charges	Budget 2020 Revenus	Budget 2019 Charges	Budget 2019 Revenus	Comptes 2018 Charges	Comptes 2018 Revenus
359	**Cave et Annexes**	**1'500**	**500**	**6'500**	**500**	**850.00**	**100.00**
313.00	Achat de fournitures	500		500		0.00	
314.00	Entretien des bâtiments	1'000		6'000		350.00	
314.01	Local jeunesse	0		0		500.00	
427.00	Location pressoir		500		500		100.00
4	**TRAVAUX**	**316'481**	**142'800**	**308'450**	**137'800**	**294'452.07**	**147'126.97**
430	**Routes**	**143'900**	**500**	**126'200**	**500**	**119'612.80**	**0.00**
300.00	Vacations municipaux	3'000		3'000		3'263.75	
301.00	Traitement de l' employé communal	0		14'000		8'000.00	
311.00	Achat de matériel, machines	1'500		1'500		314.35	
312.00	Eclairage public	5'000		5'500		3'654.10	
313.00	Matériels divers, carburants	4'000		3'000		3'793.25	
314.01	Entretien des parcs	1'000		1'000		0.00	
314.02	Entretien des routes	40'000		30'000		40'046.55	
314.03	Entretien éclairage public	15'000		10'000		4'027.45	
314.04	Canalisations	3'000		3'000		883.40	
315.00	Tracteur	3'000		2'500		3'695.35	
318.00	Déblaiement neige	5'000		5'000		5'074.60	
319.00	Taxes, impôts, assurances véhicules	1'500		1'500		660.00	
331.01	Amortissement travaux routes	12'000		12'000		12'000.00	
331.03	Amortissement travaux sous Caves	6'000		6'000		6'000.00	
331.05	Amortissement " Croix des Terreaux"	15'600		15'600		15'600.00	
331.07	Amortissement trottoir rte de Champagne	7'800		7'800		7'800.00	
331.08	Amortissement Trottoir Flusel	4'800		4'800		4'800.00	
331.09	Amortissement Rue du Tertre	15'700		0		0.00	
434.01	Taxes uniques de raccordement, eaux claires		500		500		0.00
440	**Parcs, promenades, cimetière**	**17'300**	**0**	**13'800**	**0**	**14'461.40**	**500.00**
301.00	Traitement de l' employé communal	0		4'500		5'000.00	
311.00	Achat de matériel, machines	1'500		1'000		1'264.15	
314.00	Entretien	10'000		3'000		2'373.95	
315.00	Tracteur	1'500		1'000		1'523.30	
331.02	Amortissement tracteur	4'300		4'300		4'300.00	
435.01	Emolument "Jardin du Souvenir"		0		0		500.00
451	**Ordures ménagères et déchetterie**	**55'700**	**45'300**	**61'500**	**47'300**	**55'152.52**	**41'434.97**
300.00	Vacation des municipaux	500		500		500.00	
301.00	Traitement de l'employé communal	0		3'000		1'350.00	
311.00	Achat matériel, (sacs enfants)	1'200		1'000		1'118.57	
352.00	STRID	2'000		2'000		9'931.90	
352.01	Cand-Landi	33'000		33'000		38'495.40	
352.02	Attribution au fonds de réserve	0		0		594.35	
352.03	Strid incinérables	12'000		14'000		2'237.45	
352.04	Cand-Landi déchets communaux	3'000		4'000		924.85	
352.05	Part communale à l'infrastructure	4'000		4'000		0.00	
434.02	Ristourne des sacs ordures STRID		12'000		14'000		11'707.22
434.03	Taxe personnelle déchets		33'000		33'000		29'397.55
435.04	Produits de récupération(verres)		300		300		330.20

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2020 Charges	Budget 2020 Revenus	Budget 2019 Charges	Budget 2019 Revenus	Comptes 2018 Charges	Comptes 2018 Revenus
461	**Réseau d'égouts**	**99'581**	**97'000**	**106'950**	**90'000**	**105'225.35**	**105'192.00**
300.00	Vacations municipaux	1'500		1'500		918.40	
301.00	Traitement de l'employé communal	0		6'400		6'520.00	
314.00	Entretien canalisations et collecteurs	3'000		3'000		0.00	
314.04	Vidange fosses sceptiques	1'000		1'000		0.00	
331.04	Amortissement "chemin des Sources"	9'331		10'000		10'200.00	
331.05	Amortissement collecteurs Puits-Midi	15'000		15'000		15'000.00	
331.07	Amortissement raccordement EU Champs de Ville - La Gotallaz	3'500		3'500		3'500.00	
331.08	Amortissement Quartier du Pontet	2'500		2'500		2'500.00	
331.09	Amortissement Tamis STEP	6'600		6'600		6'600.00	
352.00	Participation de Bonvillars aux frais de la STEP	57'150		57'450		59'986.95	
434.00	Taxe d'épuration des eaux		44'000		41'000		44'241.00
434.01	Taxes uniques de raccordement, eaux usées		3'000		3'000		2'772.00
434.03	Taxe entretien des collecteurs		42'000		38'000		43'059.00
465.00	Participation frais exploitation et administration de la STEP		8'000		8'000		15'120.00
5	**INSTRUCTION PUBLIQUE ET CULTES**	**211'120**	**0**	**214'280**	**0**	**195'503.00**	**0.00**
510	**Enseignement primaire et secondaire**	**205'300**	**0**	**207'000**	**0**	**190'701.50**	**0.00**
352.01	Participation primaire	122'700		100'000		83'003.75	
352.02	Participation au secondaire	82'600		107'000		107'697.75	
540	**Office orientation professionnelle**	**700**	**0**	**700**	**0**	**677.20**	**0.00**
351.00	Participation cantonale	700		700		677.20	
580	**Temples et cultes**	**5'120**	**0**	**6'580**	**0**	**4'124.30**	**0.00**
365.01	Participation paroisse protestante	2'000		2'500		1'000.00	
365.02	Participation paroisse catholique	3'000		4'000		3'051.00	
365.03	Participation paroisse langue allemande	120		80		73.30	
6	**POLICE**	**111'800**	**5'800**	**99'400**	**3'300**	**121'609.29**	**3'294.00**
610	**Corps de police**	**69'200**	**500**	**60'000**	**0**	**82'238.00**	**160.00**
351.00	Réforme policière	66'700		58'000		78'638.00	
351.01	Frais auxilliaire de police municipale	2'500		2'000		3'600.00	
451.01	Emoluments amendes d'ordre		500		0		160.00
620	**Contrôle des habitants**	**2'000**	**3'000**	**2'000**	**3'000**	**1'672.90**	**2'824.00**
318.00	Emoluments versés	2'000		2'000		1'672.90	
431.00	Emoluments facturés		3'000		3'000		2'824.00
630	**Police sanitaire**	**300**	**300**	**300**	**300**	**262.00**	**262.00**
352.04	Participation destruction déchets carnés	300		300		262.00	
436.00	Remboursement taxe déchets carnés		300		300		262.00

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2020 Charges	Budget 2020 Revenus	Budget 2019 Charges	Budget 2019 Revenus	Comptes 2018 Charges	Comptes 2018 Revenus
640	**Service des inhumations**	**700**	**0**	**1'100**	**0**	**0.00**	**0.00**
301.00	Traitement de l'employé communal	0		500		0.00	
318.00	Frais de transports des pompes funèbres	200		100		0.00	
318.05	Honoraires et prestations de services	500		500		0.00	
650	**Défense contre l'incendie**	**28'000**	**2'000**	**22'500**	**0**	**25'866.40**	**48.00**
301.02	Participation SDIS, Yverdon	22'500		20'000		18'183.50	
319.00	Frais CR	500		500		434.05	
319.01	Bornes hydrantes	5'000		2'000		7'248.85	
436.00	Participation de tiers (subsides ECA)		2'000		0		48.00
660	**Protection civile**	**11'600**	**0**	**13'500**	**0**	**11'569.99**	**0.00**
352.00	Participation assoc. intercom. PC	10'000		12'000		9'969.99	
352.01	ACRG, surveillance des chantiers	1'600		1'500		1'600.00	
7	**SECURITE SOCIALE**	**448'000**	**0**	**456'500**	**0**	**504'691.59**	**0.00**
720	**Prévoyance sociale cantonale**	**448'000**	**0**	**409'000**	**0**	**458'161.59**	**0.00**
351.00	Pr.compl.AVS/AI-prév.aide soc.-prot.jeunesse	373'000		357'000		390'841.00	
351.01	FAGE (accueil de jour des enfants)	60'000		37'000		52'568.75	
351.02	ARAS	15'000		15'000		14'751.84	
351.03	Solde à payer de facture sociale année précédente selon décpte final	0		0		0.00	
730	**Santé publique**	**0**	**0**	**47'500**	**0**	**46'530.00**	**0.00**
365.00	AVASAD (soins à domicile)	0		47'500		46'530.00	
8	**SERVICES INDUSTRIELS**	**44'000**	**52'000**	**58'800**	**39'000**	**48'013.45**	**44'337.00**
810	**Service des eaux**	**44'000**	**52'000**	**58'800**	**39'000**	**48'013.45**	**44'337.00**
300.00	Vacations des municipaux	500		1'000		0.00	
301.00	Traitement de l' employé communal	0		8'000		10'100.00	
311.00	Achat matériel, compteurs	1'000		2'000		0.00	
312.01	Achat eau	18'500		17'000		18'768.25	
312.03	Consommation d'électricité	5'000		4'800		5'014.25	
314.00	Entretien réseau et station pompage	5'000		18'000		3'281.60	
318.00	Honoraires et prestations de service	5'000		3'000		5'849.35	
331.01	Amortissement PDDE Plan Directeur Distribution eau	5'000		5'000		5'000.00	
331.02	Amortissement conduite du Devens	4'000		0		0.00	
434.01	Taxes uniques de raccordement,dist.d'eau		2'000		2'000		3'080.00
435.00	Vente d'eau		50'000		37'000		41'257.00
	Total des charges	**2'342'092**		**2'173'789**		**2'323'812.53**	
	Total des revenus		**2'075'926**		**2'024'559**		**2'318'499.38**
	Excédent de charges		**266'166**		**149'230**		**5'313.15**

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2020 Charges	Budget 2020 Revenus	Budget 2019 Charges	Budget 2019 Revenus	Comptes 2018 Charges	Comptes 2018 Revenus
1	**Administration**	**1'050**	**0**	**1'050**	**0**	**1'027.35**	**0.00**
110	**Administration**	**1'050**	**0**	**1'050**	**0**	**1'027.35**	**0.00**
301.00	Traitement personnel administration	1'000		1'000		1'000.00	
318.00	Frais de gestion	50		50		27.35	
4	**TRAVAUX**	**61'100**	**62'150**	**61'600**	**62'650**	**63'363.40**	**64'390.75**
462	**STEP**	**61'100**	**62'150**	**61'600**	**62'650**	**63'363.40**	**64'390.75**
300.00	Vacations des municipaux	1'000		1'000		1'000.00	
301.00	Traitement personnel communal	6'400		6'400		6'520.00	
301.01	Traitement du personnel	8'800		8'800		8'723.70	
311.00	Achat matériel	1'000		1'000		871.40	
312.00	Electricité	7'200		7'200		6'968.40	
312.01	Consommation d'eau et frais d'épuration (eau consommée)	1'000		1'500		1'694.20	
314.00	Entretien	10'000		10'000		10'190.70	
314.01	Traitement des boues Ependes	11'000		11'000		11'275.90	
318.00	Honoraires et prestations de service	3'000		3'000		4'626.00	
318.02	PTT (024) 436.25.86	400		400		294.10	
319.01	Taxes fédérales sur les eaux usées	4'700		4'700		4'599.00	
331.02	Amortissement Tamis STEP	6'600		6'600		6'600.00	
436.01	Participation de la Commune de Champagne		4'000		4'200		3'570.65
436.02	Participation de la Commune d'Onnens		1'000		1'000		833.15
436.03	Participation Commune de Bonvillars		57'150		57'450		59'986.95
	Total des charges	**62'150**		**62'650**		**64'390.75**	
	Total des revenus		**62'150**		**62'650**		**64'390.75**

Commune de Bonvillars	Tableau des amortissements 2019 + budget 2020												
Libellé	Travaux déjà effectués	Investi. 2018	Total à amortir	Amortissement déjà effectué	solde au 31.12.2018	amortissements légaux 2019	No Pièce	Amortis. supplém.	No Pièce	Invest. 2019	cpte charges	solde à amortir au 31.12.2019	budget 2020 amortissements légaux 2020
Riettaz (canal.) 1410.04	372'215.70		372'215.70	372'215.70	-	-						-	
Riettaz (rtes) 1410.05	283'840.70		283'840.70	211'840.70	72'000.00	**12'000.00**		-			430.331.01	60'000.00	**12'000.00**
Aménag. Quartier sur la vigne 1410.08	106'248.20		106'248.20	106'248.20	-	-		-				-	
3ème classe 1430.04	560'010.00		560'010.00	485'352.00	74'658.00	**18'667.00**		-			230.331.00	55'991.00	**18'667.00**
Travaux sous Caves 1410.11	146'155.80		146'155.80	90'925.00	55'230.80	**6'000.00**		-			430.331.03	49'230.80	**6'000.00**
Travaux ch. Sources 1410.12	115'925.50		115'925.50	96'594.40	19'331.10	**10'000.00**		-			461.331.04	9'331.10	**9'331.10**
Step Ependes 1410.14	37'918.00		37'918.00	37'918.00	-	-						-	
Croix des Terreaux 1410.16	397'885.90		397'885.90	266'086.45	131'799.45	**15'600.00**		-			430.331.05	116'199.45	**15'600.00**
Rempl. Collecteur. Puits - Midi 1410.19	690'430.10		690'430.10	423'500.00	266'930.10	**15'000.00**					461.331.05	251'930.10	**15'000.00**
Epuration Champ de la Ville-Gotallaz 1410.20	54'875.40		54'875.40	23'276.00	31'599.40	**3'500.00**					461.331.07	28'099.40	**3'500.00**
Trottoir route de Champagne 1410.01	161'206.10		161'206.10	39'000.00	122'206.10	**7'800.00**					430.331.07	114'406.10	**7'800.00**
Quartier du Pontet 1410.21	48'697.20		48'697.20	10'000.00	38'697.20	**2'500.00**					461.331.08	36'197.20	**2'500.00**
Tamis STEP 1410.22	35'534.45		35'534.45	19'800.00	15'734.45	**6'600.00**					461.331.09	9'134.45	**6'600.00**
Conduite Devens 1410.23	14'569.20	84'615.35	99'184.55	-	99'184.55	-						99'184.55	**4'000.00**
Trottoir Flusel 1410.24	115'000.00		115'000.00	9'600.00	105'400.00	**4'800.00**					430.331.08	100'600.00	**4'800.00**
Etude Grande salle 1430.10	230'749.90		230'749.90	17'600.00	213'149.90	**8'800.00**					351.331.01	204'349.90	**8'800.00**
Plan général d'affectation (PGA) 1410.26	20'023.20	31'149.40	51'172.60	-	51'172.60	-						51'172.60	-
PDDE Plan Directeur Distribution Eau 1410.27	30'689.50		30'689.50	5'000.00	25'689.50	**5'000.00**					810.331.01	20'689.50	**5'000.00**
Tracteur vignes Carraro 1460.02	42'630.00		42'630.00	4'300.00	38'330.00	**4'300.00**					330.331.00	34'030.00	**4'300.00**
Tracteur (parc, promenade, cimetière) 1460.02	42'630.00		42'630.00	4'300.00	38'330.00	**4'300.00**					440.331.02	34'030.00	**4'300.00**
Midi-Croix-des-Terreaux 1410.29	15'419.40	8'840.50	24'259.90	-	24'259.90							24'259.90	-
Rue du Tertre 1410.30	26'735.35	358'793.60	385'528.95		385'528.95					7'502.95	430.331.09	393'031.90	**15'700.00**
TOTAUX	**3'549'389.60**	**483'398.85**	**4'032'788.45**	**2'223'556.45**	**1'809'232.00**	**124'867.00**		**-**		**7'502.95**		1'691'867.95	**143'898.10**
					ok bouclements								

Bonvillars le 25 novembre 2019

Rapport de la Commission des Finances:

Concerne : Préavis municipal n°7/2019
Budget 2020

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

La Commission formée de M.Jean-Pierre Duvoisin, M.Christophe Junod et du rapporteur, M. Philippe Corthésy, s'est réunie le lundi 18 novembre 2019, à la salle communale, afin d'étudier le dit préavis.

Nous remercions M. Fréderic Piguet; syndic, pour sa présence, ainsi que pour les explications qu'il nous a fournies.

Administration

Cpte 110 435 00 — Part du salaire de la boursière communale refacturée au groupement forestier 7

Impôts

Cpte 210 329 00 — Solde d'impôts abandonné par l'office des impôts

Finances

Cpte 220 352 00 — CHF 434'000 frs
Cpte 220 452 00 - CHF 138'859 frs

= CHF 295'141 frs
Péréquation nette payée par la Commune

Grande Salle

Cpte 351 301 00 — Rien n'a été inscrit au budget, car la Conciergerie sera effectuée par les employés communaux.

Collège

Cpte 353 313 00	Achat produits et matériel pour la conciergerie
Cpte 353 314 00	Réfection des volets

Route

Cpte 430 314 03	Finir de remplacer les ampoules LED et divers poteaux d'éclairage au centre du village.
Cpte 430 331 09	Nouveau compte amortissement Rue du Têrtre

Police

Cpte 610 351 00	Cette somme varie en fonction du revenu total des impôts

Défense incendie

Cpte 650 301 02	Participation communale au Sdis Yverdon, à hauteur de CH 44 frs par habitant

Le budget communal 2020 se résume comme suit :

Charges	CHF 2'342'092 frs
Produits	CHF 2'075'926 frs
Excédent de charges	CHF 266'166 frs
Amortissements légaux	CHF 143'898,10 frs

La Commission des finances propose aux membres du Conseil Général d'approuver :

1) le budget communal 2020
2) le budget de la Step 2020

Jean-Pierre Duvoisin

Christophe Junod

Philippe Corthésy

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 8/2019

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : M. Frédéric Piguet / 024 436 13 79

Approbation du volet stratégique du plan directeur régional (PDR) du Nord Vaudois

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

1. Résumé

Selon la Loi sur l'aménagement du territoire et des constructions (LATC), un Plan directeur régional (PDR) définit la stratégie d'aménagement du territoire pour les quinze à vingt-cinq prochaines années et les mesures de mise en œuvre.

Vaste région, le Nord vaudois représente un cinquième de la surface du canton. Il compte plus de 85'000 habitants, près de 11 % de la population vaudoise, et 70 communes. Le Plan directeur régional vise à coordonner les thématiques ayant un lien important avec le territoire, comme la mobilité, les emplois, les zones à bâtir, les ressources patrimoniales, paysagères et naturelles et l'énergie. Le PDR devrait faciliter l'approbation par les autorités supérieures des projets à impact territorial présentés par les communes du Nord vaudois.

Après 5 ans de travaux, 50 séances de travail, 2 ateliers de concertation et 3 consultations, ayant réuni quelque 180 participants, le Plan directeur régional du Nord vaudois est soumis à approbation. L'approbation permettra au Nord vaudois d'être doté du premier PDR compatible avec le PDCn et la LATC, depuis leur révision.

Le PDR du Nord vaudois se compose d'un diagnostic, illustré par une cinquantaine de cartes thématiques, d'un volet stratégique et de mesures opérationnelles. **Seul le volet stratégique est soumis à l'approbation des Conseils, les mesures opérationnelles devant être approuvées par les exécutifs.** Le volet stratégique (39 pages) est téléchargeable sous Volet stratégique mais l'ensemble des documents est accessible sous http://www.adnv.ch/communes/pdr/approbation/.

2. Historique

C'est lors de l'Assemblée générale de l'Association pour le développement du Nord vaudois (ADNV) de juin 2014 que les membres publics – les 70 communes du Nord vaudois - avaient pris la décision

de réaliser un Plan directeur régional dit « light », conformément au Plan directeur cantonal (PDCn) de 2008. Le choix des thèmes traités dans le PDR a été l'objet d'un accord avec les services cantonaux, en particulier le Service du développement territorial (SDT), pour tenir compte d'une part de la Stratégie régionale d'aménagement du territoire de l'ADNV de 2006, d'autre part pour intégrer les thématiques non traitées dans le document précédent, comme les ressources naturelles et patrimoniales, l'environnement et l'énergie, éléments importants pour la gestion territoriale coordonnée.

3. Procédure et démarche

Après une procédure d'appel d'offres ouverte, le mandat a été confié à une équipe de mandataires composée des bureaux Plarel SA, comme urbaniste et chef de projet, Transitec SA pour le chapitre mobilité et Ecoscan SA pour la partie environnement et ressources naturelles. Les travaux ont formellement débuté au printemps 2015 et se sont déroulés en trois phases, ponctuées de consultations intermédiaires et d'ateliers de concertation réunissant les partenaires, les 70 communes, les services cantonaux et l'ADNV.

La première phase a été l'élaboration du diagnostic territorial et des cartes thématiques qui s'est déroulé d'avril à juin 2015, avec une consultation intermédiaire des municipalités (dix avis reçus) et des services cantonaux. Dans le rapport de consultation intermédiaire de début novembre 2015, le SDT a notamment rendu attentif aux thèmes dépendant étroitement de la 4e adaptation du PDCn, encore en discussion. C'est pourquoi, le diagnostic a dû être revu partiellement en 2017 et 2018.

En effet, le calendrier des travaux du PDR a dû sensiblement être adapté en fonction des modifications des bases légales intervenues suite à la révision de la Loi sur l'aménagement du territoire entrée en vigueur en mai 2014 et des adaptations subséquentes. Ainsi, après de longs travaux préparatoires, de mise en consultation, puis de commissions du Grand Conseil, la 4e modification du Plan directeur cantonal a été adoptée par le Grand Conseil en 2017 et par le Conseil fédéral début 2018. Enfin, la Loi cantonale d'application, la LATC qui règle notamment le dimensionnement des zones à bâtir, a été adoptée par le Grand Conseil en avril 2018 et est entrée en vigueur en septembre 2018. Or, les adaptations de ces législations supérieures devaient être connues et validées pour établir une version définitive du PDR du Nord vaudois.

Le volet stratégique a été élaboré sur la base du diagnostic, mais aussi des impulsions et propositions faites par les délégués des communes à l'occasion du 1er atelier de concertation de fin septembre 2015, réunissant 80 participants, dont 49 communes. Un 2e atelier de concertation, en mai 2016, réunissant à nouveau plus de 80 participants, dont 55 communes, a réuni les propositions de mesures souhaitées, en 4 secteurs géographiques, soit Vallon de la Menthue, Vallon du Nozon, Plaine Orbe/Vallorbe et Jura/Pied-du-Jura. Les communes d'AggloY se sont réparties entre trois de ces secteurs, hormis le Vallon du Nozon, afin de consolider les liens avec les communes proches du périmètre d'agglomération.

Les volets stratégique et opérationnel ont été approuvés à fin 2016 par le Comité de pilotage du PDR. Ils ont fait l'objet d'une consultation préalable, au cours du premier trimestre 2017, auprès des Municipalités et des principaux services cantonaux concernés dans le but de vérifier que les cinq enjeux du 2e atelier de concertation, les lignes d'action et les mesures proposées correspondaient aux réalités du terrain. Dix communes ont émis des avis.

Le PDR a alors été adapté selon les demandes et le diagnostic revu partiellement comme indiqué précédemment en fonction des nouvelles législations ou données disponibles. Le PDR a pu être envoyé pour examen préalable auprès de l'administration cantonale, de mi-novembre 2017 à mi-juin 2018. Toutefois, le chapitre concernant les zones d'activités a dû être formulé de manière générale en attendant la mise en place du système de gestion régional des zones d'activités.

Grâce aux consultations intermédiaires du diagnostic et des volets stratégique et opérationnel, l'examen préalable n'a généré que trois adaptations majeures et d'autres corrections mineures. A fin août 2018, le COPIL PDR a ainsi validé la proposition d'une nouvelle fiche de mesure concernant la préservation des terres noires de la Plaine de l'Orbe, une adaptation du texte concernant la densification de la zone du Day et la modification de la fiche concernant Donneloye devenant un centre-relais, les critères de centre local (fiche B12 du PDCn) n'étant pas satisfaits. Le PDR a alors été adapté une nouvelle fois pour être soumis à la consultation publique, dernière phase de la procédure avant approbation.

La consultation publique, adressée à plus de 530 partenaires publics, privés et associatifs, s'est déroulée de mi-décembre 2018 à fin février 2019. 14 avis contenant tant des remarques de fond que des corrections de détail ont été émis. Le GT et le COPIL ont analysé ces demandes et ont validé le rapport de synthèse à fin mai 2019 (également publié sur le lien indiqué précédemment). Le PDR a alors fait l'objet de légères corrections une dernière fois avant la phase d'approbation.

Comme indiqué dans le résumé d'introduction, la LATC détermine l'approbation des plans directeurs intercommunaux ou régionaux en deux temps, le volet stratégique étant adopté par les législatifs, les mesures opérationnelles devant être approuvées par les exécutifs. Pour le Nord vaudois et ses 70 communes – plus grande région du canton, ce processus est particulièrement conséquent.

Après la validation des 70 exécutifs et législatifs des volets qui les concernent, le PDR sera soumis pour approbation par le Conseil d'Etat. Il sera alors contraignant pour les autorités cantonales et communales. Ce niveau de contrainte signifie que les partenaires, autorités communales comme cantonales, doivent tenir compte du PDR parmi d'autres outils et procédures existantes selon le type de projet proposé. Mais les autorités communales resteront maîtresses des décisions de mise en œuvre et de financement des mesures comme expliqué ci-après.

4. Coûts et responsabilité de la mise en œuvre

Le coût du projet de CHF 280'000.-, soit CHF 250'000.- pour le document et CHF 30'000.- pour l'animation et la communication a été financé par les budgets de l'ADNV et une subvention cantonale de 40% du Département du territoire et de l'environnement. L'appui administratif des différents organes et phases des travaux a été assuré par le budget ordinaire de l'ADNV. Le COPIL et la Direction de l'ADNV sont particulièrement satisfaits d'avoir réalisé le PDR dans le respect des budgets alloués. Ils remercient également les mandataires de leur disponibilité et collaboration fidèle et efficace.

Le financement de la mise en œuvre n'est pas chiffré à ce stade au vu de la durée de validité du document de 15 à 25 ans. Elle se fera également sur la base des opportunités de différents programmes tant cantonaux que fédéraux.

La responsabilité de la réalisation des mesures est attribuée à trois groupes : les mesures de responsabilité cantonale seront financées principalement par le canton, les mesures de

responsabilité régionale seront financées par les budgets de l'ADNV en lien avec la réalisation des Stratégies opérationnelles et des futurs programmes d'actions prioritaires quadriennaux. Ces documents sont exigés par le Département de l'économie, de l'innovation et du sport (DEIS) dans le cadre des conventions avec les associations régionales. Ils s'appuieront notamment sur le volet opérationnel du PDR.

Les mesures de responsabilité communale et intercommunale seront financées par les budgets communaux selon les décisions des Conseils selon les procédures habituelles.

Plus-value régionale et communale

Le PDR s'inscrit comme une planification qui fait le lien entre le Plan directeur cantonal et les Plans d'affectation communaux : il traduit les mesures cantonales dans la réalité du territoire du Nord vaudois et donne un fil conducteur aux communes par la réalisation de leur propre planification communale. Il représente un premier niveau de coordination des politiques publiques, car les questions de mobilité, d'emploi, d'environnement et de valorisation des ressources dépassent largement le cadre communal et nécessitent une vision concertée.

La validation de ce PDR n'affranchira pas les communes de l'obligation de réviser leur planification communale pour la rendre compatible avec la LAT, le PDCn et la LATC. Ces planifications communales devront également être compatibles avec le PDR, mais l'existence du PDR simplifiera le travail de mise en contexte de chaque plan d'affectation communal.

Le PDR permet de définir deux nouveaux centres locaux, Champagne et Croy-Romainmôtier qui s'ajoutent ainsi aux centres locaux de Baulmes et Concise, ayant fait l'objet de reconnaissance préalable par le Département du territoire et de l'environnement. Il reconnaît un rôle particulier à Donneloye comme commune-relais et soutient ses efforts pour le maintien de ses services de proximité desservant aussi les communes voisines.

Si le PDR répond aux nombreuses recommandations du PDCn d'établir des planifications régionales, la révision tant du PDCn que de la LATC ont supprimé en 2018 l'obligation pour les régions de se doter d'un Plan directeur régional et l'ont défini comme une mesure volontaire. Le COPIL du PDR s'était d'ailleurs prononcé à l'unanimité sur la poursuite de l'élaboration du PDR, compte tenu du travail réalisé à ce moment-là et de l'importance de disposer d'une vision régionale qui crée un véritable lien organique et partagé entre les 70 communes du Nord vaudois.

Si les projets d'importance régionale et intercommunale sont identifiés et reconnus conformes en matière d'aménagement dans le cadre du PDR, leur réalisation en sera facilitée. Une fois les volets stratégique et opérationnels adoptés, ces éléments constituent un cadre de référence pour les projets futurs.

5. Conclusions

Au vu de ce qui précède, nous demandons au Conseil général de bien vouloir prendre la décision suivante :

Le Conseil général de Bonvillars

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour.
- ayant pris connaissance du préavis municipal no 8/2019.
- entendu le rapport de la commission ad hoc.

Décide :

- d'accepter le volet stratégique du Plan Directeur Régional du Nord vaudois

Nous vous en remercions par avance et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

Bonvillars, le 22 octobre 2019

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic

Frédéric Piguet

MUNICIPALITÉ DE BONVILLARS

La Secrétaire

Nathalie Ryser

Annexes : glossaire

RAPPORT DE LA COMMISSION D'ETUDE POUR LE PREAVIS MUNICIPAL

n° 8/2019

relatif au volet stratégique du Plan Directeur Régional (PDR) du Nord Vaudois

composée de:

MM Rémy DUVOISIN et Yves Edouard RUCHTI, membres
Gérard BAUDRAZ, rapporteur

La commission s'est réunie le 7 novembre dernier avec la participation de M. Frédéric PIGUET, Syndic, que nous remercions pour ses explications.

Un Plan Directeur Régional (PDR) définit la stratégie d'aménagement du territoire pour ces 15 à 25 prochaines années et les mesures de mise en œuvre.

Notre Nord-Vaudois représente 85'000 habitants et 70 communes. Le PDR fait le lien entre le Plan directeur cantonal et les Plans d'Affectation Communaux. Il vise donc à coordonner, entre communes, les étapes de développement pour 5 thèmes principaux:

– mobilité
– emplois
– zones à bâtir
– ressources patrimoniales, paysagères et naturelles
– énergie.

Après 5 ans de travaux, 50 séances de travail, des ateliers de concertation et consultations avec 180 participants, l'approbation du PDR le rendra compatible avec le Plan Directeur cantonal (PDCn) et la Loi sur l'Aménagement du Territoire et des Constructions. (LATC).
Il se compose :

- **d'un diagnostic,**
- **d'un volet stratégique et**
- **de mesures opérationnelles.**

Le volet stratégique a été élaboré sur la base du diagnostic mais aussi des propositions des délégués des communes. Il est soumis à l'approbation des Conseils, donc le législatif.

– Tandis que les mesures opérationnelles doivent être approuvées par les exécutifs, donc les Municipalités.

C'est sous l'impulsion de l'Association de Développement du Nord Vaudois (l'ADNV), en 2014, qu'un mandat d'étude a été attribué à 3 bureaux aux compétences complémentaires.

A noter que les modifications du Plan Directeur Cantonal et de la Loi sur l'Aménagement du Territoire et des Constructions en 2018 ont supprimé l'obligation pour les régions de se doter d'un Plan Directeur Régional. Pourtant, c'est à l'unanimité que les 70 communes ont décidé de poursuivre cette approche. Car, dans un sondage réalisé par l'ADNV il y a 2 ans, l'aménagement du territoire était largement en tête des préoccupations des communes.

Le coût de cette démarche (280'000.—) a été supporté par le budget de l'ADNV, complété par une subvention cantonale de 40%.

Après les nombreuses adaptations et corrections, après la validation des 70 exécutifs et législatifs des volets qui les concernent, le Plan Directeur Régional sera soumis pour approbation au Conseil d'Etat. Il sera alors contraignant, selon l'expression consacrée, pour les autorités cantonales et communales. Ce qui veut dire qu'il devra être tenu compte du Plan Directeur Régional fraichement démoulé dans l'application d'autres procédures, dont notre Plan Général d'Affectation en cours d'élaboration. Cependant, les communes resteront maîtresses des décisions de mise en œuvre et de financement des mesures.

Le volet stratégique que le Conseil général a la responsabilité d'approuver conduit au volet opérationnel comportant nombre d'actions parmi lesquelles ont peut relever, à titre indicatif, celles qui touchent notre commune:

– qualifier les cours d'eau et rives lacustres pour l'usage public et/ou leur valeur écologique
– permettre le maintien ou l'agrandissement d'entreprises compatibles avec le contexte villageois
– promouvoir les produits agricoles locaux, notamment en lien avec les activités touristiques et de loisirs (dont les activités liées à la truffe)
– poursuivre la mise en œuvre de la stratégie touristique régionale
– analyser les transports publics en direction de Neuchâtel et d'AggloY
– décliner la stratégie Energie 2050 de la Confédération pour la région du Nord Vaudois
– sensibiliser les acteurs économiques et politiques aux enjeux énergétiques et de préservation des ressources en diffusant des informations et les bonnes pratiques

Pour terminer, la commission regrette le manque de développement des questions que pose la sécurité.

Au vu de ce qui précède, la commission propose au Conseil Général de prendre la décision suivante:

« Le Conseil Général de Bonvillars

sur proposition de la Municipalité, entendu le rapport de la commission ad hoc et considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

décide d'accepter le volet stratégique du plan directeur régional (PDR) du Nord Vaudois »

Gérard BAUDRAZ, rapporteur

MM Rémy DUVOISIN et Yves Edouard RUCHTI, membres

Bonvillars, le 18 novembre 2019

COMMUNE
DE
BONVILLARS

PREAVIS MUNICIPAL

No 9/2019

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : M. Frédéric Piguet / 024 436 13 79

Préavis d'intention sur l'étude du projet
de fusion des communes de Bonvillars et d'Onnens

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous avons l'honneur de vous présenter ce préavis d'intention qui sollicite votre avis sur l'opportunité d'entamer ou non l'étude d'une fusion éventuelle de nos deux communes.

Historique de la démarche

Les syndics d'Onnens et de Bonvillars évoquent, quand ils se rencontrent à des réunions, les problèmes rencontrés par leurs deux communes, à savoir notamment :

- la difficulté de repourvoir les postes à la Municipalité,
- la distribution de l'eau et l'épuration dans la zone d'activités (anciennement FTR),
- la répartition des coûts de maintenance, et celle des taxes, dans cette même zone,
- la fermeture des classes et l'attitude arrogante, à ce sujet, de l'ASIGE et du DFJC.

Un autre sujet sensible est récurrent : les collaborations intercommunales toujours plus nombreuses qui impliquent à chaque fois une perte du contrôle de leurs institutions par les différents Conseils généraux.

Fortes de ces constatations, les deux Municipalités se sont rencontrées le 2 septembre 2019 à Onnens, pour discuter de l'opportunité de traiter le sujet d'une fusion éventuelle. Les deux villages offrent, en effet, des similitudes quant à leur territoire, leur population et leur situation financière.

But du préavis d'intention de fusion

En déposant ce préavis d'intention de fusion, les Municipalités désirent évoquer avec leur Conseil les questions qu'une fusion peut susciter et, finalement, connaître leur avis sur l'opportunité de continuer la démarche d'étude qui, elle seule, apportera des réponses aux nombreuses interrogations qui se posent.

Le dépôt d'un préavis d'intention de fusion n'est pas exigé par la loi et n'a aucun effet juridique contraignant pour la Municipalité. Votre décision n'est donc pas sujette à référendum, car il ne s'agit que d'un vote consultatif ne modifiant en rien la situation juridique existante.

Son acceptation ne préjugerait en rien de la décision des Conseils sur la convention de fusion, mais notre démarche étant volontaire, son refus entraînerait l'arrêt du processus. La mise en discussion de notre préavis d'intention permettra à la Municipalité de mesurer la volonté du Conseil général de voir entreprendre des démarches plus concrètes, auxquelles il sera associé, en vue d'une fusion éventuelle.

En d'autres termes, nous pourrions dire que le Conseil général est amené à donner un mandat (non contraignant) à la Municipalité afin d'engager un processus d'étude en vue d'une fusion de communes.

Déroulement de l'étude

Un important travail suivra si le préavis d'intention est accepté. Des groupes de réflexion intercommunaux seront formés, composés de membres de l'Exécutif, de l'organe délibérant et, le cas échéant, d'autres citoyens, pour traiter des différentes implications pratiques telles que nom, armoiries, administration, écoles, églises, conventions et contrats, règlements et tarifs, voiries, finances et patrimoines, routes, épuration, activités culturelles et sociales, archives, etc.

Une fois cette tâche terminée, un projet de convention de fusion sera rédigé dont le Service des communes et du logement vérifiera la légalité. Il devra permettre à chacune et à chacun de bien comprendre les enjeux d'une fusion, devra encore être adopté par les Municipalités et les organes délibérants, puis soumis à une votation populaire. En cas de réponse positive, la fusion devra être validée par le Grand Conseil. Ce n'est qu'après toutes ces étapes, qui pourraient durer de 2 à 5 ans, que la fusion pourra prendre effet.

Puis des élections auront lieu. Précisons que lors des premières élections, un quota pour chaque village sera garanti pour la Municipalité et le Conseil communal, car la Loi sur les fusions de communes inscrit le respect et la représentation de chaque village. La nouvelle Municipalité, aidée par les collaborateurs communaux, se trouvera alors confrontée à un vaste chantier et un magnifique défi dont la liste n'est pas exhaustive :

- Réorganiser les administrations et les voiries
- Unifier les règlements et les taxes
- Revoir les contrats de tous les mandataires
- Préparer un budget et proposer un taux d'imposition
- Organiser les nouvelles archives
- Etudier des projets qui fédèrent les populations et rapprochent les villages

Avantages d'une fusion

1. Les avantages en termes de collaboration

La commune gagnera en influence stratégique au sein des associations intercommunales, Le déficit démocratique que l'on observe dans ces associations diminuera. La commune retrouvera une nouvelle maîtrise de ses tâches.

Le développement d'une vision commune améliorera l'équilibre des relations avec l'Etat et conférera à la nouvelle entité une force plus grande à l'intérieur du district.

2. Les avantages en termes de développement du territoire

Notre rapprochement permettra de nous donner plus de poids dans le cadre de notre région et facilitera le développement de la zone d'activités.

3. Les avantages en termes d'organisation

Aux yeux des Exécutifs, une fusion apparaît être une bonne solution d'avenir dans la mesure où, par sa taille, elle permettra

- une professionnalisation des services communaux,
- la création de postes plus attractifs,
- l'amélioration des prestations à la population,
- un gain de temps dans le traitement des affaires courantes.

Un soin tout particulier sera apporté au maintien du personnel en place. Le regroupement des collaborateurs permettra de maintenir des temps de travail complets ou partiels et permettra d'offrir des horaires d'ouverture de l'administration plus importants. La possibilité d'offrir une ou deux places d'apprentissage au sein de l'administration sera envisageable.

4. Les avantages en termes de finances

Le fait que les taux d'imposition actuels soient proches apparaît comme un point positif en la matière. L'élargissement de la surface financière devrait permettre le développement de nouveaux projets et la rationalisation des investissements.

Les difficultés prévisibles

Les processus de fusion aboutis ou en cours ont tous, à des degrés divers, été confrontés aux réticences suscitées par des craintes telles que :

- perte de pouvoir de décision au niveau local,
- diminution de proximité entre population et autorités,
- perte du service de proximité.

La volonté des Municipalités n'est pas de nier ces craintes, mais de se mettre à l'écoute des citoyennes et citoyens afin de les identifier et de trouver ensemble des solutions qui seront inscrites dans la convention de fusion.

En résumé, une fusion est le fruit d'une collaboration, d'une convergence d'intérêts et d'une vision d'avenir. C'est le moyen de voir plus grand pour s'adapter aux dimensions de la société actuelle et d'être plus forts ensemble pour gérer notre développement. Le maintien de la qualité du cadre de vie villageois ne sera pas oublié ; il restera un objectif essentiel de la nouvelle commune.

Organisation

- la direction du projet est constituée des Municipalités in corpore,
- les syndics et les présidents des Conseils constituent le comité de pilotage,
- les commissions sont composées de municipaux, de conseillers généraux afin de renforcer l'implication des organes délibérants dans le processus, et de citoyens appelés pour leurs compétences,
- des mandataires devront vraisemblablement être engagés pour des aspects particuliers.

Financement

Un fonds de roulement doit être créé permettant de financer les dépenses courantes telles que les indemnités aux commissions, le défraiement du ou de la secrétaire, la production de documents, les mandats externes, etc.

Le fonds est financé par le budget annuel des communes et géré par une commune boursière. Pour 2020, l'estimation est de Fr. 10'000.00 par commune.

Conclusion

Compte tenu des raisons évoquées ci-avant, la Municipalité vous propose, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir voter les conclusions suivantes :

Le Conseil général de Bonvillars

- vu le préavis municipal No 9/2019
- entendu le rapport de la commission chargée de l'étude
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

décide

d'approuver la démarche en vue d'une étude de fusion entre les communes d'Onnens et de Bonvillars, et d'encourager la Municipalité à continuer dans cette voie, sans préjuger de la future décision sur la convention de fusion.

Nous vous en remercions par avance et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

Bonvillars, le 29 octobre 2019

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic

Frédéric Piguet

MUNICIPALITE DE BONVILLARS

La Secrétaire

Nathalie Ryser

Rapport de la commission du préavis Municipal 9-2019

Relatif à l'intention de fusion entre les communes de Bonvillars et Onnens

Bonvillars, le 2 décembre 2019

Composée de :

- Dominique Etter, membre
- Sébastien Gri, membre
- Arnaud Bloesch, rapporteur

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Conseillers,

La commission s'est réunie le 25 novembre dernier à la maison de Commune avec la participation de la Municipalité au grand complet. Nous avons alors pu poser toutes nos questions à la suite du préavis reçu par Poste. Nous remercions la Municipalité pour sa disponibilité et transparence.

Il y a plusieurs années, un premier embryon de fusion était né entre les communes situées de Bonvillars à Provence regroupant des communes totalement différentes dans leurs mentalités, patrimoines, finances et intérêts. C'est naturellement que ce projet avait aussitôt avorté.

Aujourd'hui, le discours est différent. Les syndics de communes de Bonvillars et Onnens, évoquent, lorsqu'ils se rencontrent, de problématiques similaires :

- Premièrement, le manque d'engouement envers les postes de la Municipalité. Il est à chaque mandat difficile de trouver des personnes disponibles et motivées à donner de leur temps à leur Commune.

- Deuxièmement, le nombre de synergies entre nos deux communes ne cessent de croître et se sont toujours très bien déroulées. Le rond-point au-dessus de « La Brunette » en est une parfaite illustration.

  Dans cette même thématique, la Zone Industrielle, à cheval entre nos deux communes, demande à chaque fois une répartition des coûts, profits, devoirs et obligation.
  Distribution de l'eau, épuration, maintenance, taxes sur l'électricité, impôts, ... les négociations entre Bonvillars et Onnens ralentissent le potentiel d'évolution de cette zone et n'optimisent pas ses retombées économiques.

  De nombreux débouchés sont aujourd'hui possibles avec fort intérêt des CFF et de Cand-Landi et les intentions de création d'une gare commerciale avec la Poissine. L'arrivée de Décathlon est également un signal fort d'intérêt des entreprises.

- Troisièmement, nos deux villages ne sont pas suffisamment entendus ni représentés dans les différentes commissions de la région, particulièrement sur les décisions scolaires.

Si il n'est pas garanti que cela modifie le sort de nos salles de classes, cela pourrait au moins en retarder son échéance. Du moins, notre représentation autour de la table serait identique à celle de nos « rivaux » que sont Champagne et Concise avec chacun environs 1'000 habitants.

- Parlons en dernier point des finances puisque cette union en est également un enjeu important. La trésorerie de notre commune est en baisse et les montants de péréquation versés aux communes plus pauvres toujours plus importants. Il viendra un jour, prochainement, où notre taux d'imposition communal devra être revue à la hausse. Si nous sommes la commune la plus avantageuse du district avec 55 points, Onnens est troisième avec 65. Corcelles, Concise, Provence et Mutrux sont indicativement entre 75 et 81. A méditer.

  Une union permet une économie d'échelle. Plus besoin d'acheter deux fois les mêmes machines, véhicules. Un seul bureau communal sera à équiper, des compétences supplémentaires seront à disposition, les heures d'ouverture de l'administration pourront être plus étendues et le service à la population plus dynamique et réactif.

Il est évident que tout n'est pas rose dans une union :

- Quel nom aurait cette nouvelle commune politique ? Soyez rassurés, nous utiliserons toujours Bonvillars, comme Fontanezier ne s'appelle par Thévenon.
- Qui seront nos élus à la nouvelle Municipalité ? D'ores-et-déjà, une parité des représentants sera nécessaire.
- Notre projet de grande salle sera maintenu ?
- Toutes ces questions et bien d'autres seront débattues et abordées lors de la période transitoire qui pourrait débuter aussitôt.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Conseillers, nous ne prenons aujourd'hui pas position sur la fusion de nos deux communes, mais sur la volonté d'étudier la possibilité de le faire !

Chaque commune convoquera des Conseillers et Municipaux afin de former des groupes de travail sur chaque thématique nécessitant une discussion. Les présidents de Conseils, les Municipaux piloteront cette union.

Ce processus peut prendre au mieux deux ans comme cinq et avorter ou être accepté à son terme.

Evidemment, en cas de pourparlers favorables, les deux communes seront appelées aux urnes simultanément et leur verdict devra être positif des deux côtés avant des élections Municipales paritaires (si 5 sièges, minimum 2 réservés à chaque commune).

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Conseillers, nous vous invitons à accepter cette intention de fusion entre les Communes de Bonvillars et Onnens et la mise à disposition d'un fond de roulement de CHF 10'000.- dévolu aux indemnités des commissions, défraiement du ou de la secrétaires, production de documents et éventuels mandats externes.

Dominique Etter
Membre

Sébastien Gri
Membre

Arnaud Bloesch
Rapporteur

Pétition Sauvez Chasseron – Creux-du-Van

Texte de la pétition

La région de crêtes située entre le Chasseron et le Creux-du-Van constitue un ensemble paysager remarquable dont une partie importante est protégée.
Cet espace est aujourd'hui proche de l'état naturel et exempt de grandes infrastructures, l'un des derniers sites peu dérangés, propice à une faune et une flore très riches. Les usages agro-pastoraux ont façonné un paysage de pâturages boisés, qui est aussi particulièrement attrayant pour les activités de délassement (randonnée, ski de fond, etc.).
Cet espace précieux est actuellement menacé par l'édification d'une quarantaine d'éoliennes de très grande taille (environ 200 mètres) réparties en trois parcs (Grandsonnaz, Grandevent et Provence). Outre leur impact paysager considérable, ces projets impliquent la construction de nombreux kilomètres de routes nouvelles dans les pâturages boisés.

Les signataires de la pétition demandent aux organes législatifs des communes territoriales concernées (Fiez, Bullet, Grandevent Fontaines-sur-Grandson, Mauborget, Tévenon, Provence, Bonvillars, Concise) ainsi qu'au Grand conseil vaudois :

- De préserver et valoriser le paysage et les écosystèmes de cette région,
- De renoncer à toute implantation d'éoliennes industrielles,
- De prendre, à l'échelon cantonal, toute mesure utile à la sauvegarde urgente du site et de faire adapter la planification cantonale en conséquence.

Selon les auteurs de la pétition : 13'619 signatures

Rapport sur l'examen de la pétition "Sauvez Chasseron - Creux du Van"

La commission composée de Arnaud Bloesch, Bruno Boudier et Libero Zuppiroli rapporteur, a été chargée par le bureau du Conseil général d'examiner la pétition "Sauvez Chasseron - Creux du Van" et de préaviser sur sa prise en considération ou son rejet par le Conseil général de Bonvillars. Voici le texte de la pétition :

" *La région de crêtes située entre le Chasseron et le Creux-du-Van constitue un ensemble paysager remarquable dont une partie importante est protégée.*
Cet espace est aujourd'hui proche de l'état naturel et exempt de grandes infrastructures, l'un des derniers sites peu dérangés, propice à une faune et une flore très riches. Les usages agro-pastoraux ont façonné un paysage de pâturages boisés, qui est aussi particulièrement attrayant pour les activités de délassement (randonnée, ski de fond, etc.).
Cet espace précieux est actuellement menacé par l'édification d'une quarantaine d'éoliennes de très grande taille (environ 200 mètres) réparties en trois parcs (Grandsonnaz, Grandevent et Provence). Outre leur impact paysager considérable, ces projets impliquent la construction de nombreux kilomètres de routes nouvelles dans les pâturages boisés.
Les signataires de la pétition demandent aux organes législatifs des communes territoriales concernées (Fiez, Bullet, Grandevent Fontaines-sur-Grandson, Mauborget, Tévenon, Provence, Bonvillars, Concise) ainsi qu'au Grand conseil vaudois :

- *De préserver et valoriser le paysage et les écosystèmes de cette région,*
- *De renoncer à toute implantation d'éoliennes industrielles,*
- *De prendre, à l'échelon cantonal, toute mesure utile à la sauvegarde urgente du site et de faire adapter la planification cantonale en conséquence* ".

La pétition a déjà été examinée par le Grand Conseil vaudois lors de sa séance du 4 juin 2019. Il a décidé de la classer sans donner suite[1]. Il serait tentant pour le Conseil général de Bonvillars d'échapper à toute prise de position en arguant que les autorités ont déjà tranché, d'autant plus que les forêts que la Commune de Bonvillars possède sur les crêtes à proximité des zones concernées n'entrent pas dans les périmètres des parcs éoliens proprement dits. Pourtant le Préfet Étienne Roy nous a rappelés à l'ordre par lettre du 19 juin 2019 : notre Conseil général devra se prononcer, soit en proposant la prise en considération, ou bien le rejet de la prise en considération et le classement de la pétition, car "*quelle soit la suite donnée à la pétition il y sera répondu*" (Art 34e de la Loi sur les communes). Une partie importante du pouvoir dans ce domaine appartient en effet aux communes, d'autant plus qu'à l'heure où nous écrivons ce rapport, aucun de ces parcs éoliens n'a encore été mis à l'enquête. Les communes environnantes, dont Bonvillars pourront donc exprimer leurs oppositions si elles se sentent concernées par l'avenir des crêtes du Jura.

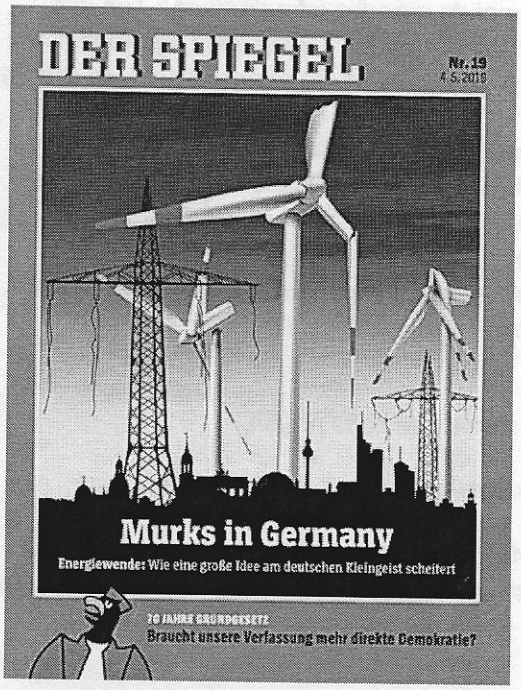
La commission s'est réunie le jeudi 5 septembre 2019 à la maison de commune de Bonvillars et a reçu la visite de Jean-Marc Blanc Secrétaire général de l'association *Paysage - Libre Vaud* et de Pierre Cusin, Président de l'association locale *Vol au vent Chasseron - Creux du van*. Ceux-ci nous ont présenté la pétition et ont répondu à nos questions[2]. La commission a ensuite délibéré les mardi 10 septembre et 22 octobre. Comme le règlement du Conseil général le permet, la Municipalité a

[1] http://www.sonomix.ch/live/gcvd/1269

[2] https://paysage-libre-vd.ch

décidé de mandater Daniel Rappo, Municipal des forets, pour entendre les pétitionnaires puis pour assister aux délibérations en tant qu'observateur. Nous remercions Messieurs Blanc, Cusin et Rappo pour leurs précieuses collaborations.

La commission s'inquiète des graves risques que présente la politique européenne en matière d'énergie ainsi que la politique suisse et vaudoise qui en découlent. La réussite des programmes de transition énergétique basée sur les énergies renouvelables, bien que souhaitable, est malheureusement incertaine dans le contexte actuel du marché de l'électricité. Nous allons tenter de le montrer sur quelques exemples. Faut-il alors sacrifier dès à présent les crêtes du Jura à un programme énergétique mal ficelé ?



Le numero 19 de mai 2019 du journal *Der Spiegel* analyse l'échec cuisant (mais provisoire, on l'espère) de la transition énergétique allemande.

La transition énergétique allemande (*Energiewende*) commencée en 2010, qui a servi d'exemple à la Suisse en 2016, est loin de pouvoir atteindre ses objectifs pour 2020[3]. Bien que 38% de son électricité soit désormais produite par des sources renouvelables, malgré des subventions publiques de près de 30 milliards d'euros par an pour construire notamment de l'éolien à tour de bras, malgré le prix de l'électricité le plus élevé d'Europe, l'Allemagne produit aujourd'hui autant de CO_2 qu'en 2009. De plus le développement massif des énergies renouvelables intermittentes comme les éoliennes, a compromis l'équilibre du réseau électrique et impose la construction de milliers de kilomètres de lignes à haute tension supplémentaires. Fermer les centrales au charbon et à lignite qui assurent la stabilité de la production sans les compenser par des centrales à gaz, par exemple, risque de menacer la sécurité de l'approvisionnement dès le milieu des années 2020[4].

[3] https://allemagne-energies.com/tournant-energetique/

[4] https://allemagne-energies.com/2018/04/09/la-t https://allemagne-energies.com/tournant-energetique/ransition-energetique-selon-mckinsey-lallemagne-aura-du-mal-a-atteindre-ses-objectifs-dici-2020-et-performe-comparativement-moins-bien-que-dautres-pays-europeens/

Quelle souveraineté pour la Confédération Helvétique sur ses énergies renouvelables ? La Suisse a la chance de disposer d'un parc de grands barrages, essentiellement amorti sur fonds publics qui, en 2018, ont fourni plus de 50% de l'électricité du pays sous forme décarbonée. Plus de la moitié de ces centrales sont à accumulation, c'est à dire qu'elles peuvent stocker de l'énergie inutilisée par ailleurs en remontant de l'eau dans les barrages. En 2009, une fraction importante de ce potentiel a été confié à la société Alpiq. Ses actionnaires sont pour 63% des sociétés électriques appartenant à des collectivités publiques suisses, pour 25% le groupe français EDF, et pour 12% des investisseurs privés. En mars 2016, la société Alpiq a décidé d'ouvrir à la vente jusqu'à 49% de son portefeuille hydroélectrique[5] car disait-elle "les prix du marché (libéral) de l'électricité ne permettent pas d'exploiter de manière rentable la force hydroélectrique". Heureusement tout ça s'est arrangé avec une subvention publique pouvant aller jusqu'à 1/6 du prix du courant. Mais quelle souveraineté pour la Suisse sur ses énergies renouvelables à une époque ou l'Europe oblige ses membres à placer leurs barrages en mains privées[6] ?

Les besoins en électricité à l'orée 2030 liés à l'adoption du "tout numérique" ne sont pas pris en compte. Comment économiser l'électricité tout en encourageant sans réserve la mise en place massive de l'internet des objets, de l'intelligence artificielle, des villes intelligentes, de la santé et de l'éducation personnalisées, de la 5G, etc ? Les études les plus récentes[7] tenant compte de la croissance du numérique sont préoccupantes[8] : la fraction de l'énergie électrique dédiée aux technologies numériques dépendra des économies qui pourront être réalisées sur les réseaux de télécommunications les serveurs et chez les particuliers. Si rien ne change radicalement par rapport aux technologies utilisées aujourd'hui, on s'attend à ce que **la moitié de l'énergie électrique** soit utilisée par les technologies de la communication à l'horizon de **2030.** Ceci correspondrait à 4400 réacteurs nucléaires destinés à compenser la consommation mondiale du seul secteur informatique. Les plus optimistes espèrent des ruptures technologiques qui réduiraient ce besoin à 2200 centrales nucléaires. Comment planifier des réductions de la consommation d'électricité à l'horizon 2050 dans ces conditions ?

L'évaluation de la carte des vents. D'après les représentants des pétitionnaires, la carte publiée en 2016 par l'Office fédéral de l'énergie aurait été établie sur la base des estimations optimistes fournies par les promoteurs des projets éoliens (Romande Energie, Services industriels de Genève et de Zürich etc). Les associations de défense des sites dont Paysage-Libre Vaud sont donc intervenues pour demander des mesures du vent plus objectives. En 2019 la nouvelle carte de l'OFEN qui en résulte est nettement plus défavorable aux projets éoliens. Les sites des crêtes du Jura, qualifiés par la nouvelle carte des vents, seraient donc des emplacements médiocres pour la production d'électricité.

---

[5] http://www.aqueduc.info/A-vendre-barrages-hydroelectriques

[6] https://www.lemonde.fr/economie/article/2018/02/14/la-france-pourrait-ouvrir-des-barrages-hydroelectriques-a-la-concurrence-des-2018_5256636_3234.html

[7] Cécile Diguet et Fanny Lopez, *L'impact spatial et énergétique des data centers sur les territoires,* Rapport de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, 2019).

[8] Anders S. G. Andrae * and Tomas Edler, Huawei Technologies Sweden; *Challenges* 2015, 6, 117-157

Dans ces conditions d'incertitudes flagrantes, et même si les énergies renouvelables doivent rester une priorité pour la Suisse, il paraît prématuré de sacrifier à une industrialisation mal contrôlée les paysages encore immaculés des crêtes du Jura qui semblent en outre des sites médiocres pour l'installation d'éoliennes. La [redacted] commission recommande donc au Conseil général de Bonvillars de prendre en considération la pétition "Sauvez Chasseron - Creux du Van" et de donner mandat à la Municipalité de Bonvillars de s'opposer à la construction des programmes d'éoliennes industrielles sur les crêtes du Jura.

Arnaud Bloesch

Bruno Boudier

Libero Zuppiroli